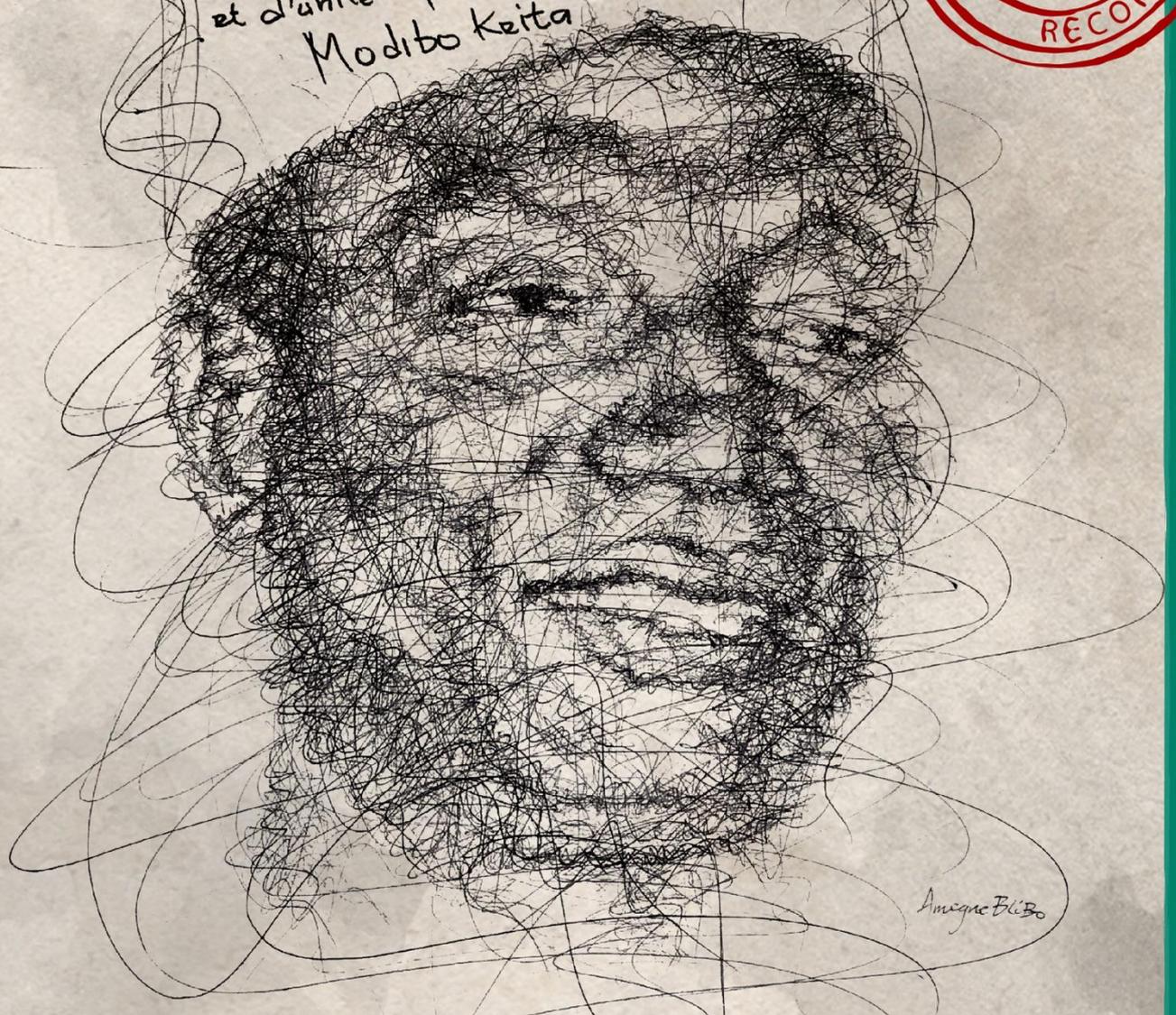


ASRAFO ZINE

Asrafo magazine *Numero 27* mai 2022

Bousculant tous les
obstacles, méprisant toutes
les pressions, nous devons alors passer
point par point, aux actes concrets,
n'ayant en vue que les idéaux de libération
et d'unité africaines !!
Modibo Keita



Amélie BliBo

SOMMAIRE

EDITORIAL	3
PROGRAMME	5
MICRO TROTTOIR	6
TRIBUNE LIBRE : Ils n'ont pas froid aux yeux	8
COUP DE PROJECTEUR 1 : Aminata Traoré	11
L'ASRAFO A L'HONNEUR : Modibo Keita	20
COUP DE GUEULE : Des Hommes et des chiffres	24
COUP DE PROJECTEUR 2 : Smokey	26
ENCADRE : Mandé	30
COUP DE PROJECTEUR 3 : Mona Atifi	31
SPECIALES RECOMMANDATIONS : Rocé	41
ADHEREZ A LA LIGUE PANAFRICAINNE UMOJA	42
ARMURE : Asrafobawu - Modibo Keïta	43

EDITORIAL

« MALGRE LES MARECAGES, LE BAMBOU POUSSE DROIT ! »

L'an 2094. Ségou, capitale de la fédération du Ghana. Tirant les leçons du passé, quelques pays de la sous-région ouest africaine se remettent ensemble pour retenter l'expérience fédérale. Le festival panafricain des arts et de la culture bat son plein. Il a, depuis lors, remplacé la biennale de l'art africain contemporain de Dakar. Devenue annuelle, cette manifestation est désormais itinérante, allant d'une capitale à une autre. Les artistes venus des différents coins du continent font vibrer la ville. C'est ce rêve que je faisais quand le réveil m'a ramené à la réalité.

Dakar, il est 04h47. Mes pensées se contorsionnent. Les échanges de ces derniers jours, en moi, se bousculent. Une question revient incessamment : comment se servir de la plateforme qu'est la biennale pour mieux unifier le continent ? Le panafricanisme se nourrira de rencontres car il est impératif de se voir plus souvent, de discuter en profondeur des sujets qui nous concernent, dans des espaces qui sont les nôtres.

Ces espaces avant d'être physiques doivent partir de nos imaginaires. Quelle Afrique voulons-nous habiter ? Quelles valeurs souhaiterions-nous porter ? Pouvons-nous en tant que peuple dont l'histoire récente a été celle de l'écrasement impérialiste, continuer à avancer en rang dispersé ? Qui d'autres pourraient mieux contribuer aux réponses à ces questions si ce ne sont les artistes ?



Aujourd'hui, qui doute encore de la nécessité d'aller vers l'unité africaine ? Le seul tâtonnement de la CEDEAO à aller vers une monnaie commune, n'en est-il pas un parfait exemple ? Continuer de croire qu'on pourrait résoudre les problèmes du continent à travers des ensembles économiques sans préalablement poser les bases d'une vision et d'un cadre politique est un leurre. Et pourtant nous étions prévenus. Cheikh Anta Diop, en 1976, critiquant la CEDEAO, ne disait-il pas que « l'organisation rationnelle des économies africaines ne peut précéder l'organisation politique de l'Afrique » ? Ce combat pour l'unité africaine a été porté par de dignes fils d'Afrique, comme Kwame Nkrumah, Sékou Touré ou encore Modibo Keita.

Il y a 45 ans, en mai 1977, ce dernier s'évaporait dans un total isolement au camp des commandos parachutistes de Djikoron. Selon quelques témoignages, il serait tombé de son lit, après avoir pris sa bouillie de mil. Quels que soient les reproches qu'on a pu faire sur sa gestion du Mali, on lui reconnaît cette volonté farouche de libérer l'Afrique. Combien d'Africains connaissent son histoire ? Est-il possible de bâtir ce continent si nous faisons abstraction du combat qu'ont mené ceux et celles qui se sont battu(e)s pour qu'il accède à son indépendance ?

Modibo Keita a posé des actes concrets vers cette unité. En 1962 déjà, il crée le franc Malien. Le Mali quitte alors la zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest jusqu'en juillet 1984. Entre 1959 et 1960, il tente l'expérience de la Fédération du Mali, union entre la république soudanaise (le Mali d'alors) et le Sénégal. Suite à l'éclatement de la fédération du Mali, il crée avec le Guinée Sékou Touré et le Ghanéen Nkrumah, l'Union des États Africains « progressistes » : UEA.

En ce temps où l'actualité pousse tout observateur averti à regarder vers le Mali, il nous a semblé important de rappeler, pour les Maliens et pour tout Africain, le panafricaniste et l'homme politique qu'était Modibo Keita.

Organisée autour de l'idée de forger un nouveau destin commun, cette quatorzième Biennale de Dakar, est le lieu idéal pour revisiter sa pensée et son action, réfléchir sur notre passé, pour ensemble bâtir des ponts vers un avenir plus lumineux. C'est également le cadre pour parler du travail qu'abat des organisations telle que la Ligue Panafricaine Umoja, qui a « pour objectif de fédérer les Panafricanistes et tous les Africains dans la réalisation de l'Unité, l'Indépendance et la Renaissance du Continent à travers la construction d'un État Fédéral Africain (Etats-Unis d'Afrique) ».¹

Je tiens à remercier toutes les énergies qui ont contribué à ce que ce trente-troisième chapitre d'Arctivism prenne forme. A la Maison des Cultures Urbaines (MCU) de Dakar, aux artistes qui ont accepté de faire partie de cette aventure et toutes celles et ceux qui ont prêté leurs cerveaux et leurs plumes pour ce vingt-septième numéro d'Asrafozine. Un remerciement spécial au doyen Dialo Diop, l'arbre sous lequel nous nous poserons pour apprendre et échanger.

Hier, lors d'un talk sur « les histoires non-dites, la mémoire et l'oubli » l'avocat Macodou Ndiaye, partageant son histoire, disait que « malgré les marécages, le bambou pousse droit ! ». Nous sommes le bambou !

Elom 20ce, Dakar, 24 mai 2019. Il est 06h34.

¹ <https://lp-umoja.com/>

MICRO TROTTOIR

Pour cette édition d'Arctivism dédiée à Modibo Keita, nous sommes allés à la rencontre de quelques africains avec ces questions : « Connaissez-vous Modibo Keita ? Que vous inspire-t-il ? ». Les réponses vous sont ici présentées.

Ahmadou Niangado

[Je m'appelle] Ahmadou Niangado. Je suis consultant en Marketing, Média, Communication. Moi quand on me parle de Modibo Keïta, la première chose qui me vient à l'esprit, je pense que ce sera pareil pour bon nombre de mes compatriotes, d'abord l'indépendance. C'est le père de l'indépendance. C'est le premier président de la république du Mali qui a proclamé solennellement l'indépendance du Mali en tant qu'Etat. Il y a aussi le volet économique. Durant les huit années de son mandat il y a eu pas mal de réalisations qui ont été faites dans le domaine industriel. Il y a eu pas mal d'usines qui ont été construites de telle sorte que très rapidement on puisse aller sur la voie de l'autosuffisance et cela sur tous les plans.

La chose aussi qui me vient à l'esprit quand on parle de Modibo Keïta, c'est la place qu'occupait le Mali dans le concert des nations. Être à l'origine de la création de l'Organisation de l'Unité Africaine qui est maintenant devenue l'Union Africaine, avoir une place prépondérante en tout ce qui concerne la question de l'intégration africaine et aussi avoir une voix qui pèse même à l'international au niveau de l'Assemblée Générale de l'ONU. Tout ça rend nostalgique surtout dans le contexte actuel où nous faisons face à une crise multidimensionnelle, où des incidents diplomatiques sont là suite à des divergences d'opinions avec des partenaires étrangers. Le combat de Modibo Keïta est encore beaucoup plus présent maintenant qu'il ne l'a jamais été, au vu de la situation avec même les pays frontaliers, nos amis, nos frères de la CEDEAO et aussi de l'UEMOA. Donc, ces questions-là, à savoir la question du non-alignement, même à l'international plus récemment dans le conflit ukrainien et russe... Encore une fois l'héritage de Modibo Keïta est encore plus d'actualité au vu de tout ce qui se passe, au vu de l'actualité même dans notre pays au moment où on se parle. L'héritage de Modibo Keïta est encore plus d'actualité donc il revient à chacun d'entre nous, déjà même à l'échelle nationale, à l'échelle de nos dirigeants de faire une introspection pour voir comment les choses ont été gérées à ce niveau-là, à cette époque-là, afin de voir les enseignements qu'on peut tirer, capitaliser les acquis et ne pas certainement retomber dans les mêmes erreurs que ce régime. Parce qu'il y a des voix aussi qu'il faut écouter qui parlent notamment des erreurs de ce régime-là. Je pense que c'est des voix qu'il faut écouter, des arguments qu'il faut écouter afin de ne pas reproduire, justement, ces erreurs-là.

Déné Issebere

C'est le tout premier président du Mali après les indépendances et c'est un homme qui a été vraiment respecté et suivi par la population malienne et encore aujourd'hui on ne parle de lui qu'en bien. Donc, c'était vraiment un grand homme, parce que quand j'entends les parents parler de lui, parce qu'ils ont vécu de son temps, le pays était très agréable à vivre parce que les choses étaient respectées, les traditions étaient respectées et les choses étaient vraiment cadrées. C'était un homme qui mettait de l'ordre dans tout ce qui se passait dans le pays et qui s'intéressait à tout. Donc, c'est le premier à avoir créé le franc Malien déjà pour commencer,

pour donner une certaine indépendance au pays. Il a été le premier président, donc premier à créer l'armée malienne aussi, et à vraiment en prendre soin. Et de ce que les parents disent aussi, de ce que j'ai appris, c'est lui qui a aussi donné l'impulsion de la création d'usines. Il a créé énormément d'usines nationales sur le territoire pour que le Mali soit quand même indépendant et puissant dans ses productions pour qu'on ne soit pas obligés de faire venir les choses.

Donc au jour d'aujourd'hui, on entend toujours parler de lui, on parle de lui encore dans les chansons, on chante ses louanges encore partout. Il a vraiment été un grand homme. Et beaucoup de gens disent aussi que de son temps, les gens étaient vraiment intègres et c'était une fierté de dire qu'on faisait partie du Mali en ce moment-là dirigé par Modibo Keïta.

Kléka Dembele

Je ne connais pas trop le Président Modibo Keïta. Il est le père fondateur de la démocratie du Mali, de l'indépendance même. Il a été le premier président du Mali. Selon mes connaissances, M. Modibo Keïta est né le 4 juin 1915 à Bamako et il est mort en 1977 en détention après le coup d'état de Moussa Traoré.

C'était un grand patriote. Il aimait très bien sa patrie et il a tout fait pour le Mali : il a construit beaucoup d'usines. Bien que je n'ai pas vu le président dû à mon jeune âge, j'ai vu ses traces parce qu'il a construit beaucoup d'usines au Mali. Et c'était un fan du régime socialiste. C'est l'une des causes profondes de sa chute. Parce qu'il avait construit beaucoup d'usines au niveau du Mali tel que les COMATEX, les BATEX, l'HUICOMA... Ils sont nombreux. Ce que j'ai vu moi-même, il y a la CNDT qui est là, donc, il y avait beaucoup d'usines. Donc tout ce que je peux dire, c'était un grand patriote et il était démocrate, il aimait très bien son pays. Voilà, donc, tous les maliens le saluent. On prie pour lui, que son âme repose en paix car c'était un grand patriote, un battant et un grand panafricain.

Mona Sinka

Je m'appelle Sinka Mona, ce que je sais sur Modibo Keïta c'est que c'était le premier président du Mali. Il était le chef de la fédération du Soudan français et du Sénégal, et quand ça a éclaté, il a décidé de nommer le Soudan français, le Mali. Le 22 septembre 1960. Il a été Président de 1960 à 1968. Modibo Keïta, il a fait beaucoup de choses pour le Mali. Il a créé beaucoup d'écoles, d'hôpitaux, d'usines. Il a vraiment fait évoluer le Mali pendant ses huit ans de présidence.

Lekid Marley

TRIBUNE LIBRE

ILS N'ONT PAS FROID AUX YEUX



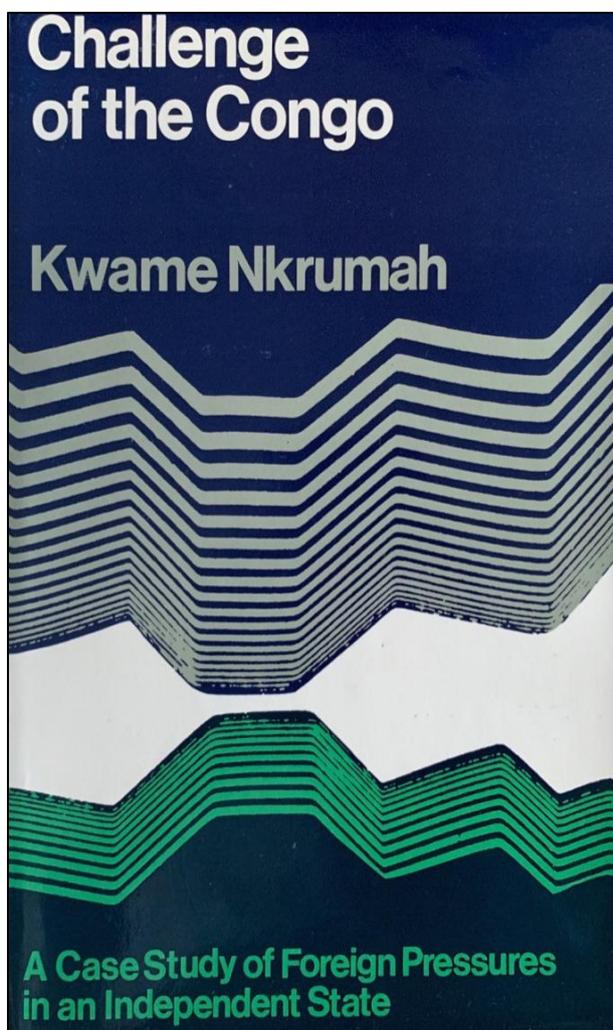
Le 18 août 2020, des militaires, avec à leur tête un groupe de cinq jeunes officiers supérieurs de l'armée malienne, renversèrent le gouvernement du président d'alors, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Le pouvoir de ce dernier faisait face depuis quelques mois à une forte pression populaire menée par un mouvement hétéroclite de partis politiques et d'organisations de la société civile qui dénonçaient l'inertie et l'ineptie du gouvernement face à la détérioration significative de la situation sécuritaire dans le centre et le nord du Mali, la corruption au sein de l'armée avec pour corollaire un manque criard de matériels adéquats, la répétition de processus électoraux peu crédibles et les problèmes socio-économiques. Les jeunes officiers, la quarantaine à peine pour la majorité, ont promis d'opérer des réformes politiques, institutionnelles et structurelles, de reprendre l'initiative sur le théâtre des opérations, de lutter contre la corruption, d'affirmer la souveraineté du Mali et de veiller à la tenue d'élections crédibles marquant la fin de la transition. Nombre d'acteurs internes et externes ne cachent pas leur agacement face à ce groupe de colonels qui n'hésitent pas à remettre en cause des arrangements voire des compromissions du passé qui minent la pleine souveraineté du Mali.

Ce qui se passe au Mali a l'air de surprendre voire choquer certaines personnes, y compris les élites africaines qui sont consciemment ou inconsciemment sous l'influence intellectuelle de l'ex-puissance coloniale. Nombreux pensent que les jeunes officiers au pouvoir à Bamako sont fous ou ne maîtrisent pas l'art de gouverner et de nouer des relations interétatiques.

On leur reproche d'oser se dresser contre la France et certains Etats africains et européens. On s'interroge sur cette volonté d'assumer pleinement sa souveraineté. Ces interrogations

n'auraient pas lieu si ceux qui les posent savaient que des chefs d'Etats africains dans les années 60-80 avaient déjà posé des actes symboliques et forts pour exiger que les Etats africains reçoivent le respect qui leur est dû. Kwame Nkrumah, le premier président du Ghana indépendant, s'était vigoureusement opposé aux essais nucléaires français dans le désert algérien, et avait pris des mesures de rétorsion fortes, y compris le gel ou la nationalisation d'actifs français au Ghana et lancé dans la foulée les projets de recherche pour le nucléaire civil au Ghana. L'on n'a pas besoin d'être forts et grands pour poser des actes que le Droit international reconnaît aux Etats qui demeurent tous égaux sur la scène internationale.

Que le gouvernement de transition des jeunes colonels maliens reprenne le contrôle de l'espace aérien dans le Nord du Mali, expulse l'ambassadeur de France dont le gouvernement traite la transition malienne d'illégal et d'illégitime, ou dénonce les accords de défense avec la France accusée de violations multiples de l'espace aérien malien, cela ne devrait surprendre personne. Il s'agit tout simplement d'actes de souveraineté posés en toute légalité par un Etat dirigé par des leaders décomplexés.



En plus de ce qui vient d'être dit, il faut évoquer le peu de soutien que les Etats africains apportent à ce peuple et ce gouvernement maliens en lutte contre diverses formes de néo-colonialisme. Face à la pluie de sanctions économiques et financières par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les mesures restrictives prises par l'Union européenne, très rares sont ces dirigeants africains à exprimer un quelconque soutien au gouvernement Malien. Ceci est affligeant car par le passé des Etats africains avaient volé au secours de gouvernants et de peuples frères faisant face à des grandes puissances.

Kwame Nkrumah n'avait pas hésité à accorder une aide financière substantielle à la Guinée de Sékou Touré qui fut plongée dans un marasme économique et financier pour avoir osé dire « non » à la poursuite de la domination coloniale française.

Kwame Nkrumah n'avait ménagé aucun effort, que ce soit diplomatique, politique, militaire ou financier, pour soutenir le premier ministre Patrice Lumumba et le Congo en proie à une guerre fratricide attisée par des puissances occidentales. L'étendue

des efforts de paix notables consentis par le gouvernement ghanéen pendant la crise du Congo des années 60 se trouve résumée dans le livre de Kwame NKrumah « The Challenge of the Congo ».

Kwame Nkrumah accueillait aussi sur le territoire ghanéen les mouvements de résistance armée en lutte contre les divers régimes coloniaux et foncièrement racistes d'Afrique australe. Parlant d'ailleurs de cette partie de l'Afrique, le cas des « Etats de la ligne du front » est éloquent en ce qu'il reflète bien les sacrifices consentis par des pays tels que le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie pour soutenir la libération totale de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie (Zimbabwe) qui ployaient sous le joug de l'apartheid et du racisme primaire. Le Mozambique ou encore la Tanzanie avaient subi des attaques armées sur leurs territoires du fait de leur engagement contre le régime de l'apartheid. Aujourd'hui, il n'y a aucun pays de la ligne du front pour appuyer, ne serait-ce que sur le plan moral, la détermination des jeunes colonels maliens. Mis à part le Togo qui s'active pour des raisons diplomatiques qui lui sont propres, aucun autre pays de l'espace CEDEAO ne se sent concerné par la forte pression extérieure à laquelle le gouvernement de transition fait face.

Depuis la fin des années 80, les peuples et les élites africains ont opté pour la catégorie de spectateurs plutôt que celle d'acteurs de premier plan en ce qui concerne les expériences ou tentatives d'affirmation de la dignité et de la souveraineté des Etats africains. Ces spectateurs observent de loin, s'étonnent, critiquent ceux d'entre les africains qui osent encore penser, décider, agir autrement face à la pensée dominante qui continue ou cherche à infantiliser les Etats africains. Ce début de petite révolution en cours au Mali pourrait ne pas éclore totalement s'il ne reçoit pas le soutien conséquent des autres peuples et élites d'Afrique.

Adade Akonka

COUP DE PROJECTEUR 1

INTERVIEW : AMINATA DRAMANE TRAORE



Cet entretien avec Aminata Dramane Traoré, écrivaine malienne, sur son ouvrage intitulé « Une Femme du Sahel » a été réalisé en 2019 par Le Blog du griot. Au regard de la pertinence et de l'actualité des propos, nous vous présentons ici une retranscription faite par Haya Haden. Cette série d'entretiens est disponible en vidéo sur la chaîne YouTube Aganisha ici : <https://youtu.be/GmT4feL5CTE>

Ministre de la Culture et du Tourisme du Mali (de 1997 à 2000) sous la présidence d'Alpha Oumar Konaré, Aminata Dramane Traoré est une femme politique, essayiste et activiste malienne. Docteure en psychologie sociale, elle a été chercheuse en sciences sociales à l'Institut d'ethnosociologie de l'université d'Abidjan et a travaillé pour plusieurs organisations régionales et internationales. Militante altermondialiste, elle est auteure de plusieurs ouvrages au cœur des enjeux africains contemporains, dont « L'Étau », « Le viol de l'imaginaire » et « l'Afrique humiliée »².

Le Blog du griot : Vous avez un nouveau livre qui doit paraître bientôt, de quoi parle-t-il ?

Aminata Dramane Traoré : Ce livre je l'ai intitulé « Une femme du sahel ». Parce que nous sommes dans une situation où il n'a jamais été autant question de cette partie du monde, même si du temps des grandes sécheresses par exemple, il y a eu de grandes mobilisations. Mais depuis

² <https://www.thinkingafrica.org/V2/portfolio/interview-aminata-traore/>

2013, à la faveur de l'occupation du nord du Mali suivie de l'intervention militaire française, le Mali est devenu un enjeu de politique franco-européen et international. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, notamment dans « La gloire des Imposteurs » avec Boris Boubacar Diop, nous déplorons que cette histoire soit écrite par d'autres.

Donc encore une fois je reviens à la charge, mais cette fois-ci, d'un point de vue de femme. En tant que femme malienne, sahélienne, vu d'ici, quel est le bilan que moi je fais de ces cinq années de guerre contre le terrorisme. Je pars d'ailleurs d'une interpellation de Dlamini Zuma ; lorsqu'elle était à l'Union Africaine, c'est elle qui a dit que le combat des maliennes est le combat de toutes les femmes africaines et que si nous gagnons cette lutte, ce sera un symbole fort en tant que femmes panafricanistes.

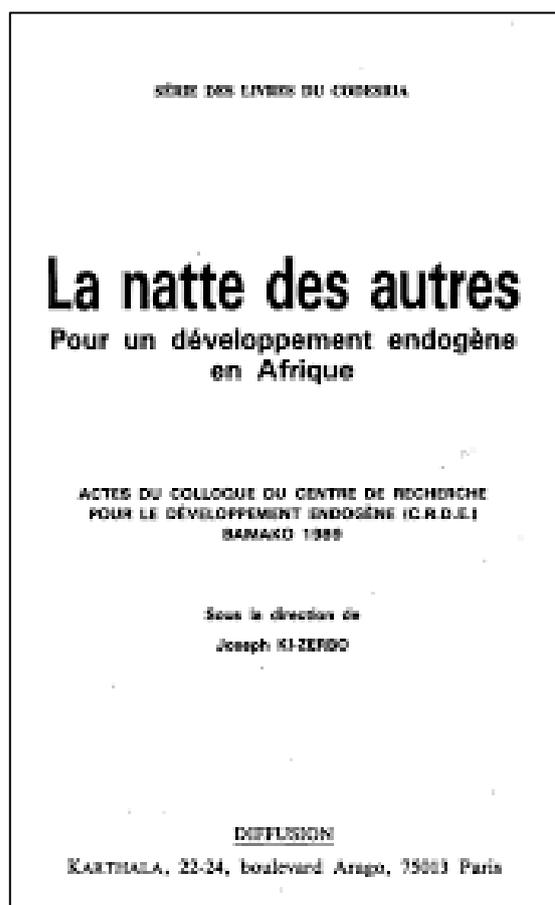
Il est de la plus grande importance de mon point de vue que les africaines sachent que nous sommes piégées par un double langage. Tout le monde entend parler de « femmes, paix et sécurité », la résolution 1325, les Nations Unies y tiennent, tous les partenaires techniques et financiers y tiennent. Mais dans la pratique, moi j'ai compris que l'heure est à la militarisation des relations bilatérales ou multilatérales internationales.

A partir du moment où la solution devient militaire, il y a forcément violences faites aux femmes. Il ne faut pas le perdre de vue. Un autre message important du livre traite de la question de la fécondité des africaines. Je crois qu'il ne nous a jamais été clairement notifié comme cela l'a été récemment par une personnalité politique de haut rang, que la croissance démographique de l'Afrique est une menace, liée au fait que nous les africaines nous faisons trop d'enfants, beaucoup d'enfants et qu'à partir de ce moment tous les milliards du monde ne pourront pas stabiliser le continent. C'est extrêmement important parce que ce n'est pas sans conséquences sur les politiques de coopération. Mais quelles conséquences ? C'est pour ça que j'y ai consacré un chapitre, je l'ai intitulé « Noire, enceinte et dangereuse ».

Qu'on le veuille ou non, malheureusement dans l'imaginaire populaire et politique de l'occident aujourd'hui, nous ne sommes pas une solution à nos maux. Nous sommes devenus, à notre insu, une menace. Au même titre que l'émigration dite économique, au même titre que le djihadisme. Il est envisagé de gérer cette dimension de ce qu'ils appellent la déstabilisation du continent et les menaces qui viennent du Sud. Il y a d'autres menaces qui viennent d'ailleurs ; ils ont Trump, ils ont Poutine ou Erdogan. Mais parmi les menaces qui viennent du Sud, il y a les flux migratoires. Qui dit flux migratoire, pour eux, dit démographie et qui dit démographie dit femme. Donc lors du dernier sommet des pays les plus riches de la planète, le G7, à Charleroi au Canada, ils ont annoncé près de 4 milliards de dollars à investir dans l'éducation des filles et des femmes. Dans le même contexte, il y a d'autres milliards de dollars qui seront consacrés à la chasse à l'homme. Personne ne s'y trompe : quand on regarde les images on sait qu'il s'agit là aussi des subsahariens. Le contrôle des flux migratoires aujourd'hui est au cœur de la crise existentielle de l'Europe qui croit qu'elle est en difficulté du fait de l'immigration. En fait, ils sont parvenus à faire peur à leurs propres opinions en déplaçant le problème. Ce n'est pas l'échec du développement, l'échec de leur modèle de développement n'est pas le problème, mais ce sont les conséquences. C'est-à-dire le chômage, la pauvreté, les conflits qui poussent les gens à partir (...) Ils traitent les conséquences mais se refusent de s'interroger pourquoi après cinq décennies d'aide au développement nous en sommes là.

Le Blog du griot : Croyez-vous que les occidentaux nous aident vraiment ?

Aminata Dramane Traoré : Je suis en train de dire au contraire que si le développement avait tenu ses promesses on n'en serait pas là. Personne n'aurait eu besoin de partir et même ceux qui sont partis reviendraient. Pour moi le nœud du problème c'est le modèle économique. Quand vous parlez de développement, comme ça, globalement, ils font exprès quand ils disent il faut injecter davantage d'argent, il faut davantage d'investissement, davantage de développement, c'est eux qui viendront le faire à notre place. Ils n'entendent pas que nous puissions penser librement, choisir librement et imprimer au développement du continent la direction que nous voulons. C'est pour ça que le manifeste que nous avons publié récemment, intitulé « Demain le Mali », le sous-titre c'est « Sur la natte des autres, l'insécurité est structurelle ». A partir du moment où vous ne reconnaissez pas à un peuple le droit de penser, de choisir, de décider... C'est ce que le professeur Ki-Zerbo disait : « dormir sur la natte des autres ». A partir de ce moment, l'insécurité est structurelle quand vous ne décidez pas par vous-même. Et malheureusement on n'en a pas fini.



Le Blog du griot : Quel est l'intérêt de l'occident de ne pas nous laisser décider par nous-mêmes ?

Aminata Dramane Traoré : Nous sommes la plus proche voisine de l'Europe, son arrière-cour dont elle a cruellement besoin des ressources pour la croissance et l'emploi.

Donc, les maux auxquels nous sommes confrontés ici sont les mêmes mais ses dirigeants voudraient trouver des réponses à leurs difficultés ici, en fermant les yeux sur le fait que les mêmes paradigmes économiques et politiques ont créé les mêmes problèmes ici. Et comme on n'est pas entre égaux, on peut se permettre de dire aux africains, qu'on en est là parce que l'homme noir n'est pas assez rentré dans l'histoire, l'homme noir ne peut pas protéger ses frontières. Il faut de la fermeté. On est entré dans une phase de l'histoire de nos relations où il faut faire preuve de fermeté, je dirais même de virilité. (...) Pour me résumer je me dis que néolibéralisme, militarisme et masculinisme vont ensemble. On montre du muscle, on attaque et ensuite on crie au loup. Parce que le Mali n'était pas une menace pour la France, on ne l'a pas attaqué. Elle a cru devoir intervenir militairement aujourd'hui sous prétexte que la menace part d'ici. Mais ceux qui ont commis les crimes à Charlie Hebdo ou au Bataclan ne sont pas partis du Mali ni d'aucun pays du Sahel. Ils ont créé leurs propres problèmes, quelque part je me dis que nous sommes les lointaines banlieues. Vous retrouvez ici les mêmes maux qu'ils déplorent. Seulement il n'est pas question d'admettre qu'il y a un problème avec un modèle économique de pillage et de domination.

Le Blog du griot : Est-ce que vous pourriez nous faire l'état des lieux de la situation des femmes au Mali ?

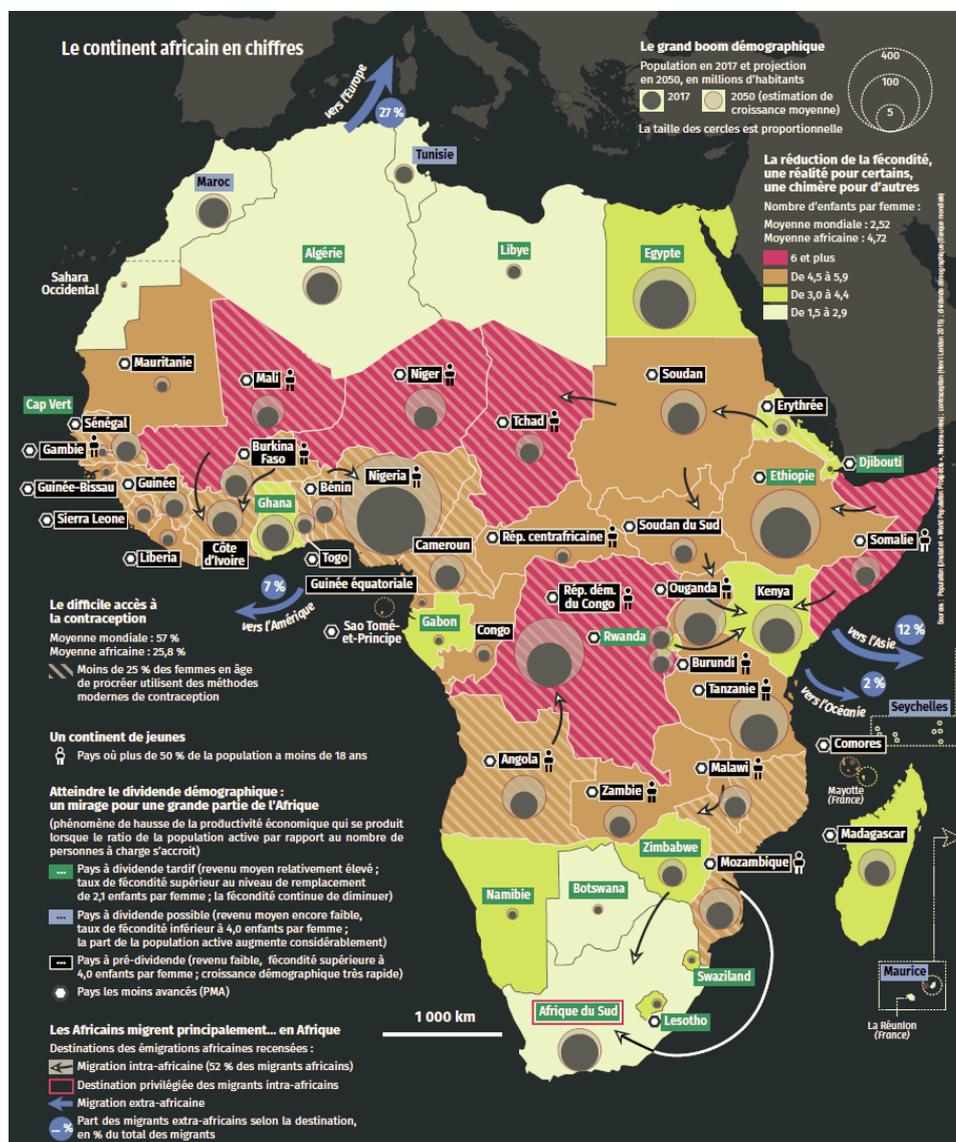
Aminata Dramane Traoré : C'est clair qu'il y a une domination masculine, c'est propre à toutes les sociétés. C'est pour ça que la question de la place des femmes et de leurs rôles dans la société est posée de par le monde. Chaque société se doit de faire son introspection pour situer les causes de la violence domestique, sexuelle, sexiste. Il y a des avancées, il y a des progrès. Quand j'ai commencé ma carrière au ministère de la coalition féminine en Côte d'Ivoire et ici (au Mali) quand j'étais Ministre de la Culture, je vous assure, j'ai vu beaucoup d'hommes soucieux de la scolarisation de leur fille. J'ai vu des maris se battre pour trouver du travail pour leurs épouses. Moi je suis beaucoup plus nuancée. Je ne suis pas du tout dans la guerre des sexes. Je suis nuancée parce que je connais aussi la souffrance masculine. Je suis d'une famille de douze enfants et j'ai six frères. Avec mes sœurs on est très liées et j'ai compris très tôt que ce que j'ai vécu très tôt comme étant de l'oppression était mis en place pour me protéger. Quand j'étais au lycée, j'aurai aimé pouvoir sortir. On ne me laissait pas sortir parce qu'à l'époque la hantise des parents c'était la maternité précoce. Ce qu'eux considéraient comme de la protection peut révolter mais après on parvient à comprendre. En dehors de la famille, les frères les neveux les cousins... ce n'est jamais très simple. Il y a beaucoup de domination, volonté de protection qui peut buter sur la volonté de libération de la part d'une femme, jeune, qui a envie de vivre sa vie. Il y a aussi de la violence dans les relations avec les maris. Il y a des hommes violents, des femmes battues et récemment malheureusement on a déploré ici des femmes assassinées. Il existe des mobilisations pour situer les responsabilités et pour décourager ces violences qui sont réelles.

J'ai vu aussi, j'ai compris que dans ma culture, j'ai assisté, petite, à beaucoup de réunions où quand il y avait des différends au sein du couple, le soir les choses se réglaient. Beaucoup de divorces ont été évités parce qu'il y avait quelqu'un pour dire aux hommes : « tu n'as pas le droit de la battre ». J'ai connu ça et on n'est pas seulement des femmes exposées à la violence, sans défense. Maintenant il y a aussi des cliniques. Les femmes résistent... Moi je suis de la génération des femmes qui, dans les années 1970, 1980, nous avons tellement cru en l'intégration des femmes dans le développement (IFD). On ne parlait pas des genres, on parlait de l'IFD. Théoriquement l'éducation scolaire devait automatiquement déboucher sur l'emploi et le revenu. C'est dans cette perspective qu'on a espéré que les femmes contrôlent les naissances parce que dans une société plus prospère, les parents ne comptent pas sur le nombre d'enfants pour les aider. L'échec c'est que les analyses ne lient pas la situation démographique à cet échec-là. Trente à quarante ans plus tard, l'école n'a pas tenu ses promesses. Personne ne savait que tant de filles allaient se retrouver au chômage. Ce ne sont pas que des jeunes filles scolarisées mais aussi des mères de famille. Pour moi, l'un des grands scandales des temps présents c'est que des gens soient contraints de partir dans ces conditions-là et que tout cela n'amène pas nos partenaires à questionner leur modèle de partenariat. Mais nous non plus, on ne doute même pas du fait que le nœud du problème, c'est quel modèle de développement économique pour l'Afrique de façon à ce que les femmes ne soient plus obligées de se plier en quatre pour colmater les brèches de cette économie de pillage.

Le fait est que cette image de la femme, fardeau, menace, n'est pas assez commentée. Jusqu'à présent nous intériorisons trop facilement les énoncés. Quand on nous parle de femmes et développement on est content aujourd'hui, on nous vend des femmes et la croissance. Nous voulons croire en tout ça. Si bien que nous n'avons pas suffisamment conscience du fait qu'il y a des enjeux cachés qui sont économique et géopolitique. Et qu'aujourd'hui alors que l'occident enregistre un déficit démographique et se demande qui va payer pour les retraites,

qui va prendre soin des personnes âgées, la force de travail viendra d'où ? Quand cette question est posée et qu'on fait de la chasse aux migrants dits économiques une priorité absolue, je me dis qu'il y a un problème racial. Ce n'est pas le fait que les gens viennent. Mais qui sont-ils ? Ils sont différents, des sous-hommes. J'ai l'impression que nous sommes encore frileux, nous n'avons pas le courage intellectuel et politique de prendre le taureau par les cornes et de poser la question de la libération des femmes sous cet angle.

Ça fait qu'il y a beaucoup d'activités, de micro-projets, comme les microcrédits. Souvent j'ai l'impression que ce que les femmes entreprennent par elles-mêmes dans le secteur informel est plus important, leur est plus utile, que nos petits projets. Les projets sont des circuits où on dépense des milliards au nom des femmes. Toutes celles qui sont en mesure aujourd'hui de poser un regard critique sur le système sont dans le réseau de la consultation. Et nous contribuons au chômage et à la paupérisation en véhiculant une image de la modernité qui enrichit les économies riches. Aujourd'hui ceux qui se plaignent de la démographie africaine ne misent pas moins sur le fait qu'à l'horizon 2050 il y aura 2 milliards d'africains.



Source : <https://www.alternatives-economiques.fr/milliards-dafricains-2050-defis-nombre/00082135>

Les deux milliards d'africains qu'ils agitent comme un épouvantail, ce sont aussi deux milliards de consommateurs et consommatrices majoritairement féminines. Les femmes et les jeunes qui sont dans le collimateur aujourd'hui sont appelés à devenir des consommateurs. Si nous nous donnons les moyens dès le départ, on a une sacrée revanche à prendre sur le système. Il suffit qu'on se dise que ce manche-là devrait être d'abord, comme Thomas Sankara l'a voulu, un marché africain. Si les africains lient l'acte à la parole et consomment africain (Je ne parle pas de copie de produits estampillés africains et qui ne sont pas produits en Afrique, comme le wax ou le Bazin qui sont dits africains et qui enrichissent d'autres.) Moi je me bats pour le marché malien. Mais ce débat on ne l'a pas. Quand vous regardez les bureaux, les téléromans, le mobilier, on est dans le bling bling, tant que ce n'est pas importé ce n'est pas moderne. On recycle les restes. C'est un monde globalisé au forceps, certains ont des coups de chances, d'autres pas. L'Afrique la paye chère. On le sait aujourd'hui, avec le débat sur l'environnement, que sans être de grands producteurs de gaz à effet de serre nous subissons de plein fouet les conséquences de ce modèle.

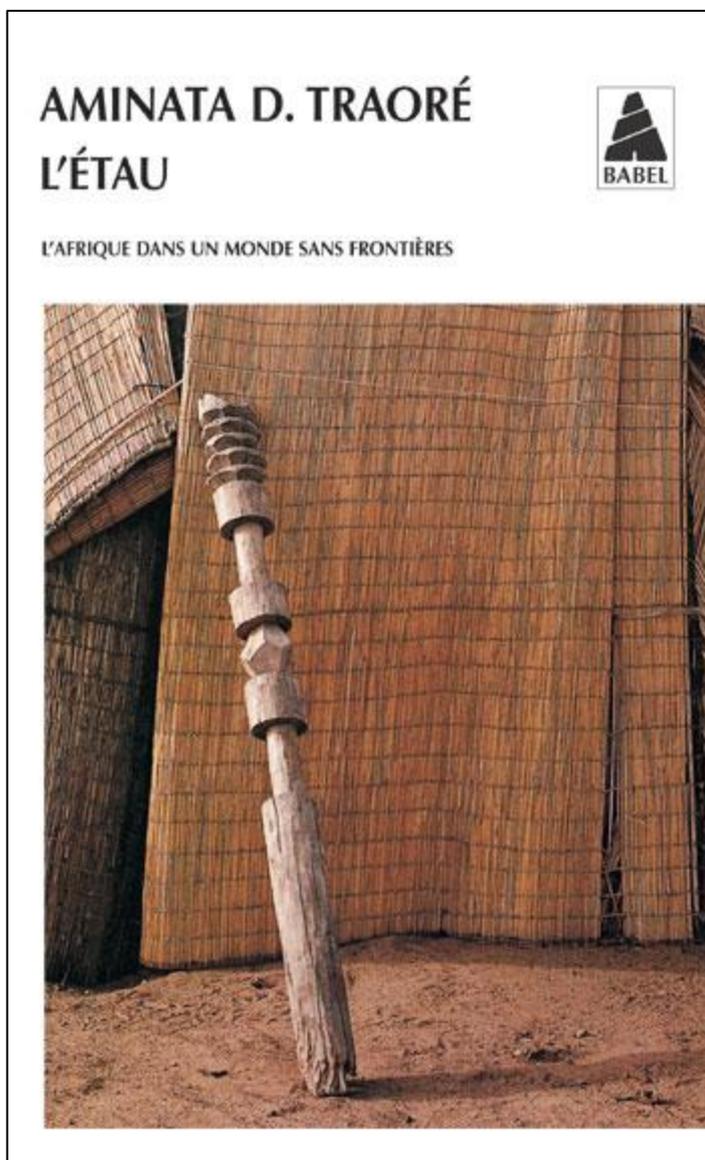
Moi je pense qu'il y a un énorme déficit de connaissance. Et ce n'est pas compliqué, si dans les langues nationales et dans toutes nos langues nous parvenons à expliquer ce qu'on est en train de dire et d'expliquer pour que les femmes aient une conscience aiguë sur le fait qu'elles sont la solution et pas le problème. Elles sont la solution à travers l'éducation qu'elles vont donner à leurs enfants, dont l'éducation des garçons. Elles sont la solution parce qu'elles vont décider de consommer, de donner à manger dans leur famille.

Est-ce que je prépare des pâtes, de la graisse, des cubes Maggi. Ou alors je sais que localement il y a des céréales, il y a des produits de qualité non OGM. Le fait de ne pas avoir pris le train en marche, fait qu'aujourd'hui on a des marges de manœuvres qui ne sont pas explorées. Les dirigeants politiques sont pressés, ils ont la tête sur le guidon, ils veulent des résultats, les bailleurs exigent des résultats mais misent d'abord sur des infrastructures étrangères, là où leurs grandes entreprises peuvent faire du profit à rapatrier. Si les femmes sont conscientes de tout cela et que dans les associations et dans les réponses institutionnelles on insiste sur ça. Qu'on sache et qu'on puisse faire savoir à la communauté internationale et à nos propres dirigeants que nous avons compris et que ça suffit, nous n'avons pas envie de continuer à être le dindon de la farce. Une telle position politique peut changer l'image de la femme dans les têtes. Mais se faisant il faut que dans la pratique, à tous les niveaux, nous vivions nous-mêmes nos discours. On ne peut pas aller prêcher pour une économie africaine et être la première à attendre un voyage en Europe, aux Etats-Unis ou ailleurs pour aller faire le plein et venir donner l'impression à ceux qui ont moins de moyens que tant qu'on n'a pas la peau blanche, les extensions, les faux cils, les faux ongles et tout le reste... Voilà... C'est ce marché qui fait que nous risquons de contribuer à l'hémorragie financière si nous-mêmes nous ne sommes pas suffisamment conscients de ces enjeux-là. C'est pour ça qu'il faut dire que le facteur de déstabilisation du monde ce n'est pas nous les africains. C'est ce que je défends dans mon livre, je passe en revue les guerres, la course à l'armement qui va obliger nos dirigeants à mettre une partie de nos maigres budgets dans ce secteur-là alors que l'éducation, la santé, l'assainissement risquent de devenir des secteurs pauvres.

Globalement voici là où nous en sommes. Le manifeste aujourd'hui pose ces questions, de comment sortir des insécurités. Quand l'occident parle d'insécurité au singulier je leur rappelle que non, ce sont les insécurités. L'insécurité alimentaire, dans les cinq pays du G5 sahel et le Sénégal sont des pays où les gens risquent de mourir de faim. Ça c'est une question fondamentale. Cette insécurité nous la connaissons depuis longtemps. L'insécurité monétaire on est dans une économie marchande et les gens n'ont pas d'argent. Et tout le débat sur le franc

CFA ; Et l'insécurité émotionnelle quand chaque matin vous vous levez avec un cas de palu (paludisme), un cas de ceci ou cela, on va me donner une ordonnance, qu'est-ce que je vais faire ? Ce sont des questions dont on ne s'est pas occupé, et quand maintenant par défiance, par fanatisme les gens empruntent les armes on crie à l'insécurité. Mais ce sont les insécurités qui ont conduit beaucoup de gens à saisir la perche du djihadisme.

Quand on pose globalement les questions on se rend compte que les deux fronts sur lesquels nos dirigeants sont sommés de se battre aujourd'hui, c'est à dire la question migratoire et le djihadisme, il y a un tronc commun, c'est le modèle économique. Quel modèle économique à partir de maintenant, compte tenu de la singularité de la situation des africains, en particulier subsahariens car ce sont eux qui sont dans le collimateur. Alors que arabes et noirs souffrent du délit de faciès dans ces pays développés. Il se trouve aussi que l'immigration fait aussi ressurgir le racisme noir dans les pays de transit. Je pense que l'Union Africaine devrait prendre à bras le corps ces question-là. Ce sont les vrais sujets. On ne peut parler d'émergence et d'intégration quand, au vu et au su de tout le monde, nous voyons comment le racisme, l'intolérance et les violences refont surface à la faveur de l'échec des politiques néolibérales.



L'écriture pour moi c'est une chance. C'est stimulant. D'autant plus que j'ai le sentiment que le temps m'a donné raison. Il y a une dizaine d'années quand j'ai publié mon premier livre « *L'étau* », ce n'était pas recevable. Les gens étaient tellement persuadés qu'avec le FMI, la Banque Mondiale, on allait s'en sortir. On m'a accusé d'attaquer les bailleurs de fonds et maintenant ils se rendent compte qu'ils se sont trompés. Je pense qu'il fallait s'y attendre. Là où ça ne va plus c'est que tout le monde sait ce qui ne va pas, mais seulement le crédo c'est le « there is no alternative » de Margaret Thatcher. C'est beaucoup plus vrai chez nous quand ils disent vous ne sortez pas de ce schéma si vous voulez nos financements. Et c'est pour ça d'ailleurs que je pense que c'est une bonne chose que l'Union Africaine prenne conscience de cette réalité, de la dépendance financière en voulant taxer les importations. Mais ça ne suffit pas. Cette exigence d'une autonomie financière doit s'appliquer dans tous les domaines. Il ne s'agit pas seulement du fonctionnement de l'institution mais de se poser la question sur un plan plus global. Comment on produit de telle sorte que l'on puisse mettre un terme à cette dépendance mortifère.

Le Blog du griot : Parlez-nous de votre manifeste intitulé « Demain le Mali. Sur la natte des autres, l'insécurité est structurelle ».

Aminata Dramane Traoré : Ce manifeste est très important pour moi. Je pense que dans notre contexte, c'est une bataille pour la dignité du Mali, pour l'image du Mali. Quand on parle du Mali aujourd'hui, on a l'impression que c'est la faillite. Ce n'est pas seulement le gouvernement qui est en faillite, c'est le Mali dans sa globalité qui a failli : l'État, l'armée, les Maliens. J'ai envie de pouvoir vivre cette culture librement sans courber l'échine devant qui que ce soit.

L'image construite du Mali depuis 2012, pour justifier l'intervention française, c'était de dire qu'on a échoué. Mais chaque fois qu'on a essayé par nous-mêmes d'organiser une concertation nationale, pour dire que l'on est nous-même porteur de réponse, ça n'a pas marché. Nos sauveurs n'ont pas voulu parce que l'agenda c'était d'être militairement présents. Ils nous ont dit qu'ils n'étaient pas là pour rester mais aujourd'hui nous apprenons qu'ils sont là pour 15 ans, c'est à dire vingt ans comme au Congo. Et on voit le résultat en RDC. A un moment donné, juste pour les besoins du débat, je m'étais déclarée candidate au poste de secrétaire générale des Nations Unies, c'était précisément pour dire que s'il y a une question de déficit de démocratie ce n'est pas dans nos Etats individuellement, c'est dans le système.

Cet ordre mondial est anti-démocratique, euro-centré, arrogant, raciste, aigri. C'est ce système qui pose problème. Je trouve cynique et subversif de mettre dans la tête de mes concitoyens aujourd'hui, ici et maintenant que s'ils ne vont pas voter sur l'ensemble du territoire c'est un problème. L'élection présidentielle est censée suffire à elle seule pour obtenir un résultat, résoudre la question sécuritaire qui n'est réglée nulle part. Nos dirigeants ont dû pécher par excès d'optimisme, pour moi aujourd'hui la question fondamentale c'est de savoir pourquoi ils sont là.



Si toutes ces troupes étrangères partent d'ici aujourd'hui et qu'on règle ces problèmes entre nous il n'y a plus moyen de rester face à la Chine, la Turquie, l'Inde et les autres. Ils reprennent pied au nom de la lutte contre le terrorisme. Le problème existe, c'est une réalité mais je veux qu'on se pose la question de savoir pourquoi en 2012, en 2013 quand on a décidé d'intervenir militairement au Mali, il y avait moins de Djihadistes et pourquoi maintenant avec 4 500 soldats de Barkhane et 13 000 soldats de la Minusma plus nos propres soldats, avec tout ce monde-là on ne parvient pas à en finir avec les attaques.

Pour moi ce bilan est d'abord le bilan de la communauté internationale. Vous ne pouvez pas venir dire en 2013 nous avons la solution...moi je suis celle qui dès cette époque a dit vous n'êtes pas la solution...ils ont insisté, à partir de ce moment ils ont suspendu mon visa pour l'espace Schengen, et cinq ans après vous venez me dire voici l'échec, c'est l'État, c'est l'armée.

Pendant que mes concitoyens sont à la recherche de l'homme providentiel moi je suis à la recherche d'une communauté internationale, authentique, honnête, moins arrogante, moins subversive. Parce que la subversion aujourd'hui consiste d'un bout à l'autre du continent à mettre dans la tête des africains qu'il faut absolument des élections libres, transparentes, inclusives. Où est la liberté quand vous ne nous permettez même pas de réfléchir ? Vous parlez d'élections libres vous ne créez pas les conditions de la liberté. Vous voulez des élections transparentes ? L'opacité la plus totale entoure vos intérêts. Vous voulez l'inclusivité ? Vous êtes dans un modèle économique qui exclut avec le chômage et la pauvreté des masses. Tous ces mots sont des mots creux. Nous invitons nos concitoyens et les africains à arrêter de se taper dessus, de s'entretuer. On en est à un stade aujourd'hui où la lucidité et la maturité politique exige de nous que l'on situe les problèmes au même niveau que les occidentaux. Nous n'allons pas superviser leurs élections. C'est Yash Tandon qui dit « trade is war », le commerce c'est la guerre, leur démocratie c'est la guerre, le développement c'est la guerre et vous voulez lutter contre les violences faites aux femmes dans un tel système militariste et prédateur.

J'aborde toutes ces questions avec un point de vue de femme dans le livre. Dans le manifeste le point de vue est plus global. C'est notre contribution à l'instauration d'un climat apaisé. Il faut qu'on se calme, qu'on se dise qu'on en est là parce qu'on n'a pas su poser les vrais problèmes. C'est notre responsabilité à tous, la société civile, plus particulièrement les intellectuels. Les politiques et les militaires sont constamment au front. Mais les intellectuels parce qu'on n'a pas eu de coudée franche mais aussi par frilosité et parce qu'avec nos consultations et tout ça, nous faisons partie du système, les peuples sont seuls face à ces problèmes-là. Et les femmes sont particulièrement seules.

<https://leblogdugriot.com>

L'ASRAFO A L'HONNEUR

MODIBO KEÏTA



Qui était Modibo Keita ?³

Considéré comme « l'un des plus grands leaders du tiers-monde », le premier président du Mali jouissait d'une grande notoriété qui a franchi les frontières de son pays et du continent africain : Dans un reportage de la télévision française (ORTF), André Blanchet⁴ présente Modibo Keita comme « l'un des leaders les plus prestigieux de l'Afrique indépendante ». Le journaliste, historien et biographe, Jean Lacouture⁵, voyait en Modibo Keita « Une statue vivante de l'Afrique ».

Un caractère bien trempé

De haute taille, « le géant » malien avait un physique d'athlète. Il émanait du personnage un magnétisme et une sincérité qui ne laissaient pas indifférents ses interlocuteurs les plus hostiles.

L'homme avait du caractère. Sa combativité, son intransigeance et sa ténacité trouvaient leurs justifications dans un idéal profond. Ainsi, c'est parfois avec acharnement qu'il défendait les causes auxquelles il croyait profondément. Pugnacité, persévérance, courage, sacrifices et dignité sont des mots qui caractérisaient son combat politique et syndical.

³ Source : <https://modibo-keita.site/qui-etait-modibo-keita-le-premier-president-du-mali/>

⁴ André Blanchet est un journaliste de presse écrite et de télévision. – Professeur à l'École nationale de la France d'outre-mer et au Centre des hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie modernes. – Journaliste à l'ORTF chargé des questions africaines.

⁵ Diplômé de lettres, de droit et de sciences politiques, Jean Lacouture est l'auteur d'un ouvrage sur l'histoire et les acteurs du journalisme. Journaliste reconnu, il fut : Directeur diplomatique du journal 'Combat, Correspondant au Caire pour 'France Soir, Chef de service outre-mer puis grand reporter au journal « Le Monde », Rédacteur pour le Nouvel Observateur. C'est un biographe consacré, qui a écrit sur De Gaulle, Mitterrand ou encore Mauriac.

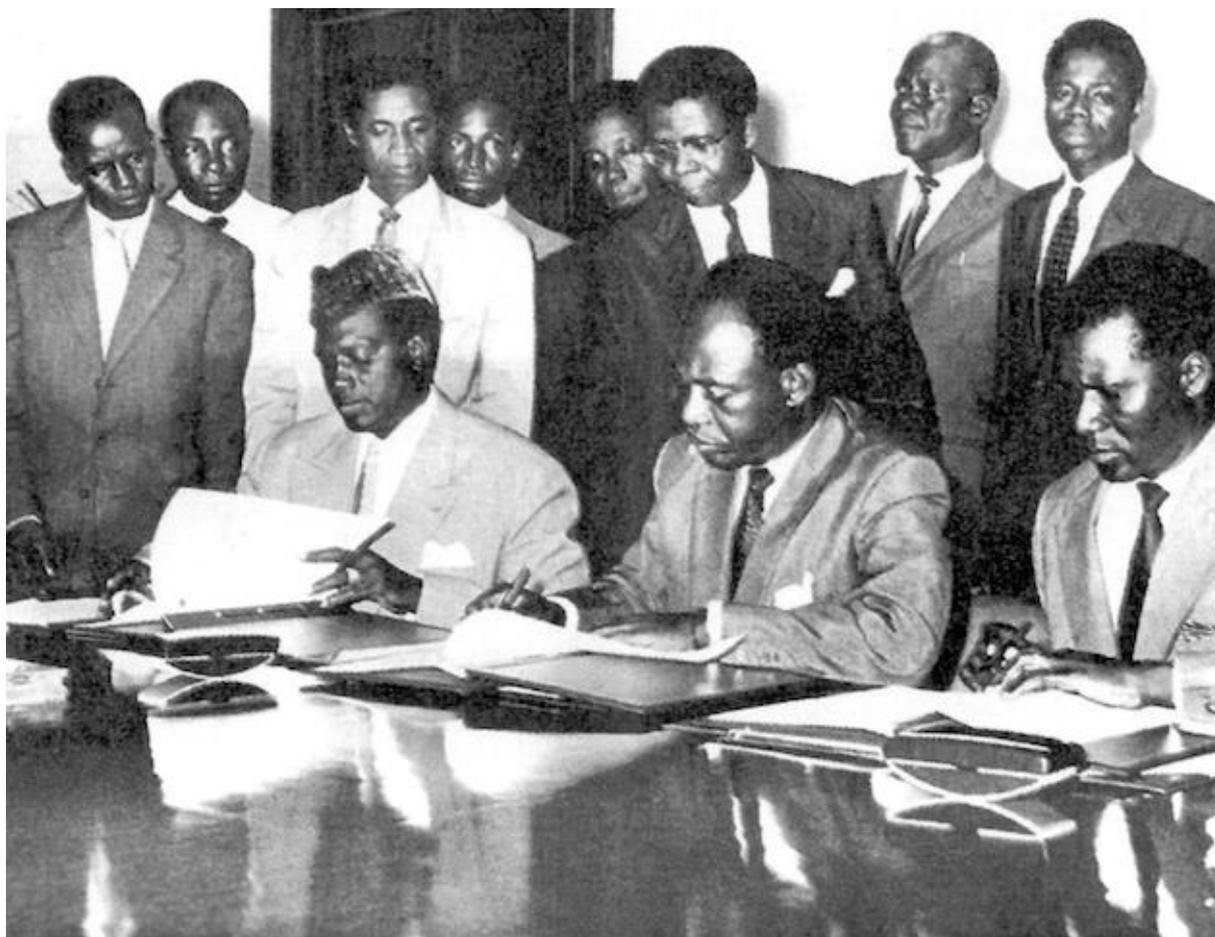
Par ailleurs, le militant qu'il était savait faire preuve de réalisme, de pragmatisme et d'imagination créatrice pour faire triompher ses idéaux d'indépendance, de justice, de liberté et de paix. Certains lui ont reproché un style autoritaire et une certaine intransigeance (qu'il manifestait d'ailleurs envers lui-même). Le tempérament et la forte personnalité de Modibo Keita ont souvent nourri cette accusation « d'autoritarisme ».

Pourtant, l'homme ne concevait son action que dans un cadre collectif. Il est vrai, en effet, que Modibo Keita avait une autorité naturelle qui découlait très logiquement de sa force de conviction et de son comportement personnel qu'il voulait exemplaire.

Pour l'historien, le professeur Bakary Kamian : « Il n'était autoritaire qu'en apparence, il était autoritaire quand il s'agissait d'appliquer et de faire respecter les règles, mais il aimait écouter les autres et, éventuellement, changer de position ».

Quant à Monsieur Idrissa Diarra, il rapporte : « Dans les réunions, malgré sa forte personnalité, qui pourrait lui permettre d'imposer aisément son opinion, Modibo Keita s'efforce de susciter la discussion afin que tous les avis soient exposés, ... ».

Modibo Keita, leader charismatique, écouté sur la scène internationale, a acquis, grâce à son action et à ses idées, prestige et respect. Il avait le verbe haut, le nationalisme à fleur de peau, de la dignité et de la distinction dans le comportement, le non-alignement comme principe et le panafricanisme dans la tête.



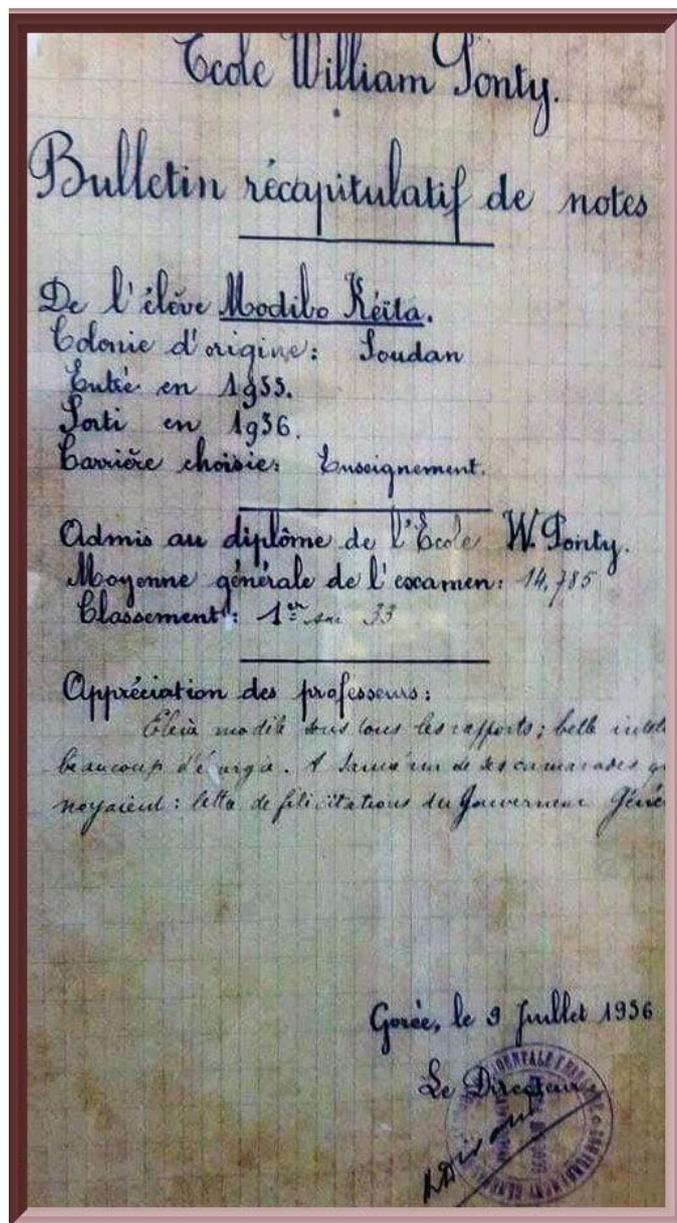
Un parcours exceptionnel

Fils de Daba Keita et Hatouma Camara, Modibo Keita est né le 4 juin 1915 à Bamako-Coura, un quartier de Bamako.

- De 1925 à 1931, il fréquente l'école primaire urbaine de Bamako.
- A partir de 1931 il entre au lycée « Terrasson de Fougère », aujourd'hui lycée « Askia Mohamed ».
- Trois ans plus tard il part pour l'école normale supérieure William Ponty de Dakar où il passera deux ans. Modibo Keita sortira major de cette prestigieuse école et deviendra instituteur en septembre 1938.

Ses professeurs le signalèrent comme : « Instituteur d'élite, très intelligent, mais anti-français... Agitateur de haute classe à surveiller de près ». Modibo Keita n'était pas anti-français, mais, il était viscéralement anticolonialiste.

Profondément ulcéré par la situation de l'Afrique sous domination coloniale, Modibo Keita a mené depuis 1937 des activités dans plusieurs mouvements et associations : animateur du groupe « Art et Théâtre », il se moque, dans des piécettes, de la bourgeoisie et des représentants de l'autorité coloniale, pour la grande joie du petit peuple.



- Pendant la période du Front populaire en France, sous le mot d'ordre « Égalité avec les Blancs », il crée, avec le Voltaïque Ouezzin Coulibaly⁶, le syndicat des enseignants d'A.O.F.
- Dans une publication qu'il créera en 1943, « L'œil de Kéné Dougou », il critique ouvertement la société féodale et le pouvoir colonial.
- Son nationalisme intransigeant, son activisme politique et syndical vont le conduire en prison : considéré comme un dangereux opposant à l'administration coloniale, il sera condamné, par les Français, à 6 mois de détention. Incarcéré le 21 février 1947 à la prison de la Santé à Paris, il sera finalement relâché le 11 mars.

⁶ COULIBALY Daniel, Ouezzin (1909-1958). Né en Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) Député de la Côte d'Ivoire de 1946 à 1951 et de 1956 à 1958. – Sénateur de la Côte d'Ivoire de 1953 à 1956.

- La même année, Modibo Keita deviendra le secrétaire général du premier bureau de l'US-RDA, section soudanaise du R.D.A. (Rassemblement Démocratique Africain) dont il fut l'un des fondateurs.
- Une année plus tard il obtient un siège à l'Assemblée territoriale à Paris.
- Le 10 octobre 1953, il est élu membre de l'assemblée de l'union française.
- Le 26 novembre 1956 Modibo Keita est élu maire de Bamako.
- C'est aussi l'année où il entre à l'assemblée nationale française dont il sera le premier vice-président africain.
- En juin et novembre 1957, il sera, deux fois, ministre à Paris : Secrétaire d'Etat dans les gouvernements Bourgès-Maunoury et Gaillard.
- En 1958, il devient président de l'Assemblée constituante de la fédération, puis président du Conseil après les élections de mars 1959.
- Le 20 juillet 1960 Modibo Keita devient le chef de gouvernement de la fédération du Mali rassemblant le Soudan (actuel Mali) et le Sénégal.
- Le 22 septembre 1960, après l'éclatement de la fédération, Modibo Keita deviendra le premier président de la jeune république du Mali.
- Il sera réinvesti dans cette charge (de président) en Janvier 1961 par l'Assemblée nationale unanime.
- En 1963, il est l'un des rédacteurs de la Charte de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité africaine) dont il fut l'un des principaux artisans.
- C'est aussi l'année où il reçoit le prix Lénine international pour ses actions en faveur du « renforcement de la paix entre les peuples ».
- Le 13 mai 1964 on assiste à la réélection de Modibo Keita à la présidence de la république.
- Le 19 novembre 1968 Modibo Keita est renversé par un coup d'État militaire.
- Le 16 mai 1977, il meurt en détention dans des conditions mystérieuses.

COUP DE GUEULE

DES HOMMES ET DES CHIFFRES



Mali. En « crise » depuis 2012, depuis si longtemps que l'on a oublié pour quoi les hommes se battent. Il vient un moment où la vie humaine est réduite à des chiffres, et que, face à l'habitude de la barbarie, nous haussons les épaules et changeons de chaînes de télévision car nous ne voulons pas, dans nos vies déjà compliquées, voir étalés les signes de nos échecs collectifs.

Que valent les vies des habitants d'Ogossagou cette localité au centre du Mali où une attaque a fait plus de 140 victimes en 2019 ? Qu'est-ce que ça peut bien nous faire, à nous qui sommes à Bamako, Dakar, Nairobi ou Cape Town ? Tout cela est si loin de nos écrans et de nos préoccupations.

Le Mali de Modibo Keita est désormais synonyme de conflit sans fin, Mali révélateur de talents et de vocations d'« experts Sahel ». Des experts Sahel pour nous apprendre où se situe Ogossagou et nous dire que la situation est grave et que la seule solution militaire ne suffirait pas. Ils se retrouvent dans des sommets pour se le répéter entre eux, qu'une « approche holistique » est nécessaire. Ils parlent, on écoute.

Au Niger voisin, dans le grand désert du Ténéré, certaines voix se sont tues depuis longtemps. Désert mythique chanté et fantasmé, le Ténéré fait désormais partie d'une large zone classée « rouge », terrible couleur peinte par ceux-là même qui chantaient les merveilles de ce vaste étendu de sable. Pour qui s'aventure tout de même dans le Ténéré, il règne une sorte de silence d'entre-deux, comme une ancienne gloire qui attend désespérément que le public revienne. Il règne le silence qui suit une histoire inachevée, comme celle de Mano Dayak...

Dans le Ténéré, il règne le silence pudique de ceux qui ont tout vu, tout vécu et qui ne racontent que lentement et par bribes, au coin du feu, une froide nuit de décembre... il règne dans le Ténéré les traces de ceux qui ont pris les armes il y a très longtemps et qui l'ont payé de leurs vies ou

de celles de leurs proches, ils se promènent le rire dans la voix et l'abîme dans les yeux, très loin de nos expertises de salons climatisés et de notre panafricanisme clamé dans les couloirs d'une institution «africaine» largement financée par des non-africains.

Le "Sahel", borbier régional et fournisseur de métiers aux analystes en tout genre, fait partie de cette région du continent dont on ne parle que pour en dénombrer les vies perdues, des vies humaines.

Il y aura sans doute d'autres incidents, des experts reviendront nous expliquer la géographie, des activistes usés et inaudibles reviendront vociférer qu'il faut ouvrir immédiatement une enquête afin que justice soit rendue aux victimes des violations de droits. Puis on oubliera...jusqu'à la prochaine fois.

On oubliera parce que de Bamako, Dakar, Nairobi ou Cape Town, qu'est-ce que cela peut bien nous faire que des vies humaines valent si peu chères sur ce continent que Modibo Keita aimait tant ?

Le Mali c'est loin, le Ténére n'existe pas pour nous...au bout de cette indifférence, on va tous crever car « *les jours de rage arrivent sur nous comme le tsunami à Djakarta* »⁷...

Titilayo

⁷ Extrait de « *Voodoo Sakpata* », morceau de Elom 20ce.

COUP DE PROJECTEUR 2

SMOCKEY



De son vrai nom Serge Bambara, Smockey artiste et militant burkinabè est une des plus parfaites illustrations du mot Arctivist sur le continent. De sa musique à l'action sur le terrain, l'homme a considérablement contribué, avec le Balai Citoyen dont il est un fondateur, à l'insurrection populaire qui a mis fin aux 27 années de pouvoir de Blaise Compaoré au Burkina Faso. Huit ans après et alors que son pays est retombé sous un régime de transition, Smockey nous livre son analyse de la situation burkinabè.

Asrafozine : 6 avril 2022, le tribunal militaire de Ouagadougou prononce son verdict dans le cadre du procès Sankara. Prison à perpétuité pour les trois principaux accusés, Blaise Compaoré, Hyacinthe Kafando et Gilbert Diendéré. Quel sens donnes-tu toi, à ce procès historique, 35 ans après le renversement et l'assassinat de Thomas Sankara ?

Smockey : C'est une victoire d'étape. Une victoire qui nous permet d'envisager plus sereinement la question de la fin de l'impunité pour les nombreux crimes économiques et de sang encore pendants au pays des hommes intègres. Une victoire qui nous réconforte quant à la bataille que nous avons dû consentir pendant l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre et la résistance au putsch du général Diendéré ; sans elle, tout cela n'aurait pu être possible.

Asrafozine : Est-ce que l'absence de Hyacinthe Kafando, mais surtout de Blaise Compaoré, devenu entre-temps citoyen ivoirien, ne laisse pas un certain goût d'inachevé ?

Smockey : Certes, ni le peuple Burkinabè ni sa justice ne sont responsables de la lâcheté de ces deux coupables de crimes et d'exactions en tout genre pendant ces 27 années de confiscation du pouvoir, quand bien même ils se réclament patriotes. Des soi-disant patriotes qui ont choisi de

fuir leur patrie grâce à l'appui de l'état français et ivoirien, en ce qui concerne Blaise notamment, pour échapper à leur reflet dans le miroir, ne méritent pas que l'on s'attarde sur leurs motivations malhonnêtes, tôt ou tard ils le paieront. Et ils le paient déjà. Ce qui nous importe c'est que la justice ait dit le droit et qu'on en finisse avec la symbolique du "super citoyen".

Asrafozine : Le 24 janvier dernier, près de huit ans après la révolution d'Octobre 2014, un groupe d'officiers annonce le renversement du régime de Roch Marc Christian Kaboré. Un putsch majoritairement soutenu par les populations burkinabè. Si elle était prévisible, voire nécessaire pour certains, cette nouvelle intervention de l'armée ne compromet-elle pas l'héritage de l'insurrection populaire et l'espoir de renouveau qu'elle portait ?

Smockey : Je ne dirai pas "soutenu par les populations" mais plutôt "non combattu", il y a une nuance de taille d'autant qu'on peut observer aujourd'hui que la grogne sociale gagne du terrain au regard de leurs résultats bien médiocres sur le terrain notamment de l'insécurité, pourtant leur principal argument pour justifier leur coup de force.

Oui ce "pronunciamento" est un recul pour le renouveau démocratique que nous avons voulu enclencher en 2014, il n'y a pas de doutes là-dessus. Cela dit, s'il faut en passer par là pour préserver et mûrir les acquis de l'insurrection populaire afin que des nouvelles générations de politiques intègres et conscients de leur devoir prennent le relais, ce sera un moindre mal.



Asrafozine : Avant le Burkina, des officiers putschistes mènent des régimes de transition au Mali et en Guinée. Le soutien dont bénéficient ces régimes auprès de leurs peuples leur confère une légitimité certaine. Dans le cas spécifique du Mali, l'expérience portée par Assimi Goïta semble résolument souverainiste, provoquant notamment les sanctions de la CEDEAO et l'hystérie de la France d'Emmanuel Macron et de l'UE. Que penses-tu de tout ça ? Cette nouvelle vague de putsch peut-elle déboucher sur un renouveau concret et productif dans ces pays ?

Smockey : Possible. Sur certains aspects, comme la volonté d'en finir avec le "tutoriat" d'anciennes colonies comme la France, l'exemple du Mali est à applaudir. Pour autant, les chantiers sont nombreux et il ne suffit pas d'afficher courageusement une position anti-impérialiste dans l'air du temps (du reste c'était aussi la position de feu Sékou Touré), pour en finir avec l'insécurité, la pauvreté, la corruption, la gabegie, le sous-développement et j'en passe... comparaison n'est pas raison, et il est encore un peu tôt pour comparer Goïta à Sankara comme on l'entend parfois en sourdine. Au-delà de son combat pour l'autonomie de son pays, ce dernier a accepté des sacrifices à tous les niveaux en commençant par lui-même. Tout en reconnaissant des positions courageuses au niveau des autorités maliennes actuelles, je ne perçois pas le même sens du sacrifice ni la fin de certains privilèges, ne serait-ce que dans leurs émoluments. C'est pareil en Guinée, et dans le cas du Burkina c'est peut-être même pire. Comme me disait un grand frère, il faut 100 coups d'états pour un bon, voilà pourquoi le respect des règles dans un régime véritablement démocratique me semble un honorable compromis.

Asrafozine : Avec le recul, l'expérience et l'analyse des récents événements au Burkina et dans toute l'Afrique de l'ouest, que faut-il faire aujourd'hui pour faire naître et aboutir des processus révolutionnaires comme celui entamé par le peuple Burkinabè en Octobre 2014 ?

Smockey : S'organiser c'est gagner. Il faut de l'organisation, arrosée de beaucoup de patience et armée de puissantes convictions, tant le processus est long et pénible. N'oublions pas qu'il s'agit d'un processus de désaliénation qui doit amener chaque citoyen à penser autrement et agir autrement. Les dirigeants sont à notre image, nous les construisons, même par notre silence, ce que Norbert Zongo a appelé "le silence des gens bien". Si les mêmes causes produisent les mêmes effets, alors il faut changer les causes. Cela prendra du temps certes, mais ce qui nous attend au bout, c'est une véritable émancipation et les moyens surtout de la tenir.



Asrafozine : On a bien vu au Burkina que si le régime de Compaoré a bien été renversé, ce sont bien des personnes qui y ont collaboré longtemps qui sont (re)-venues au pouvoir par la suite. Il y a donc clairement un problème de renouvellement de l'offre et de la classe politique. Comment renouveler cette classe politique si les organisations de la société civile qui rassemblent des jeunes ayant une certaine conscience politique, comme le Balai Citoyen, se refusent à entrer de façon pratique en politique ?

Smockey : Encore une fois ce n'est pas le rôle d'une organisation citoyenne de veiller d'entrer en politique. Cette organisation comme son nom l'indique doit veiller, point barre, et jouer son rôle de contre-pouvoir. Pour autant, elle peut susciter, former, contribuer à la création d'une nouvelle offre politique par un rôle de catalyseur. Le balai citoyen est pour nous une école, nous y avons appris et aussi formé des gens. Des gens en sont sortis pour créer des mouvances politiques dont le rôle pour le coup est de gérer le pouvoir. Nous espérons, s'ils y accèdent, qu'ils sauront se souvenir d'où ils viennent et des engagements qu'ils ont eu à prendre, autrement, ils trouveront les camarades sur leur chemin.

Asrafozine : Tu écris dans la pièce de théâtre *Le syndrome de la pintade*, "Nous devons être au centre de nous-même et non à la périphérie des autres". Est-ce que tu penses qu'aujourd'hui que nous avons réellement enclenché le processus de Renaissance Africaine ? Est-ce que l'Afrique se trace une voie propre aujourd'hui ?

Smockey : L'Afrique essaie, s'inspire de ses devanciers, comprend enfin que le développement ne peut être qu'endogène. Mais il y a encore de nombreuses barrières et chaînes à faire tomber, à commencer par celles qui empêchent nos identités culturelles et spirituelles propres de prendre leur vraie place, autant que nos langues. C'est une bataille que la prochaine génération va devoir porter si nous voulons réussir à être " le centre de nous-mêmes". L'Afrique doit avoir le courage et la fierté de revendiquer son animisme ou peu importe comment on l'appelle, quitte à l'adapter à nos réalités actuelles. Il n'y aura pas de salut pour notre Africanité en dehors de la préservation de ce qui fait notre différence.

Asrafozine : Tu as déclaré que ta pièce représente le mal des élites. Ton camarade et ami Elom 20ce a dit dans un morceau, "L'élite africaine est atteinte d'un cancer". Le diagnostic semble être partagé par bon nombre d'Africains, pour toi, quelle chimiothérapie devrait-on appliquer à cette élite pour avoir plus de Sankara ou de Modibo Keita ?

Smockey : Il a bien raison. Il faut mettre nos élites au défi de faire simple. Qui peut le plus, peut le moins. Si vous êtes capables de développer de grandes théories scientifiques et sociales, vous devez être capable de développer votre quartier, de donner l'exemple de la probité morale, d'être un conseiller municipal au service de la collectivité et non de votre propre épanouissement. En réalité le truc est simple : on devient le produit de ce que l'on a été. On est, qu'on le veuille ou pas, le produit d'une école, d'un historique, d'un vécu. On doit par conséquent s'évertuer à analyser la sincérité du présent d'un individu à l'aune de ceux-ci, surtout s'il a la prétention de représenter une certaine élite. Entendons moins les discours de nos élites et jugeons les d'abord par la cohérence de leur parcours et l'effectivité de leurs actes. Vous voyez que c'est plus simple qu'une chimiothérapie, et ça évite les douleurs au réveil.

Kletus Situ

ENCADRE

MANDE⁸

Noyau de l'Empire mandingue, les Mandé forment un immense groupe ethno-linguistique en Afrique de l'Ouest. Ils s'étendent de la boucle du Niger jusqu'à l'océan Atlantique, du Sénégal au Liberia. Les Mandé occidentaux sont principalement les Soussou et les Dialonké. Peut-être venus du haut Sénégal, ils submergèrent le territoire de l'actuelle Guinée, vers le XIII^e siècle, avant d'être refoulés par les Malinké et les Peuls au sud du Fouta-Djalon. Les Mandé orientaux les plus connus sont les Bambara, autrefois soumis à l'Empire du Mali, installés aujourd'hui à cheval sur les frontières du Mali et de la Guinée. Les Malinké peuplent, quant à eux, la majeure partie de la haute Guinée, notamment les régions de Siguiri, Kankan, Kouroussa et Faranah. Leur expansion se situe surtout au XIX^e siècle et ne fut arrêtée que par les efforts conjugués des Peuls et des Balantes ainsi que par des armées françaises. Parmi les Mandé orientaux sont aussi classés les Kissi, installés autour de Kissidougou, et les Diaranké, établis aux côtés des Peuls dans le Fouta-Djalon. Enfin, les Dioula, éparpillés à travers l'Afrique de l'Ouest où ils exercent des fonctions commerçantes, sont aussi à classer parmi les Mandé.

Roger Meunier

⁸ <https://www.universalis.fr/encyclopedie/mande/>

COUP DE PROJECTEUR 3

INTERVIEW : MONA ATIFI

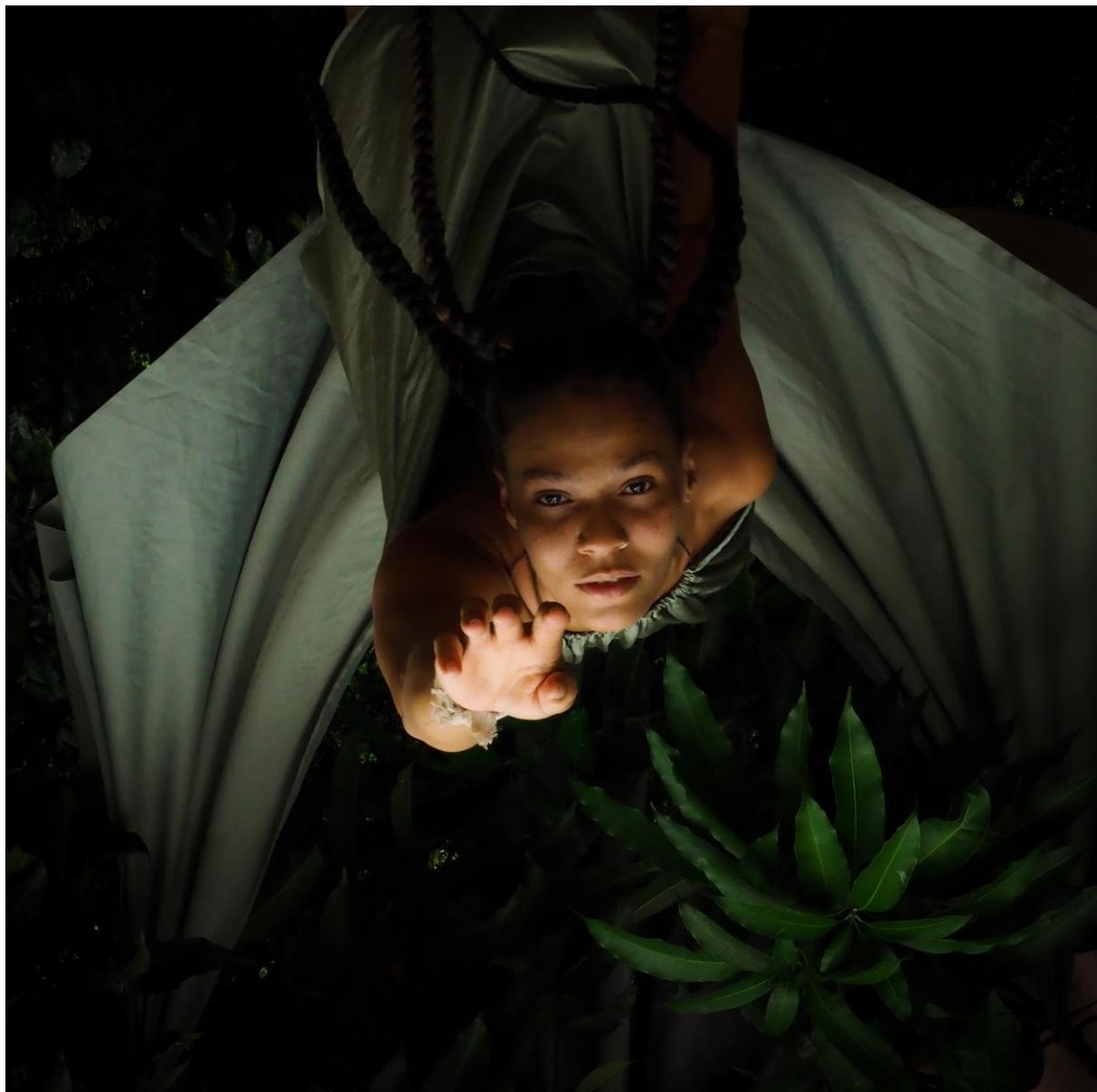


Photo par Klrstudio_

Parlant de lutte contre le colonialisme et les impérialismes persistants, la Martinique en particulier et les Antilles en général, tiennent aujourd'hui en bonne place. Sur ces territoires, dont l'histoire et les générations de familles afro-descendantes portent les stigmates de toutes les formes de prédation et d'exploitation, un certain nombre d'activistes, militants et militantes indépendantistes, travaillent aujourd'hui à restaurer la mémoire et à mettre fin au colonialisme français qui y sévit encore aujourd'hui. Mona Atifi fait partie de cette jeunesse au ton révolutionnaire, résolument engagé.

Asrafozine : Le 3 mai dernier, plusieurs de tes camarades et toi, avez été arrêtés par la gendarmerie française dans le cadre d'une enquête sur le déboulonnement de statues effectué en mai et en juillet 2020. Gardés à vue puis auditionnés par un juge d'instruction, deux de tes camarades et toi, avez été mis en examen et placés sous contrôle judiciaire. Comment as-tu vécu cette interpellation ?

Mona Atifi : Bèl bonju Asrafozine. Honorée de cette invitation en ce mois de Mai qui est une période hautement symbolique chez moi en Martinique. Le 3 mai dernier, quand le colonialisme français fait sa plus belle démonstration en nous interpellant comme il l'a fait, j'ai la rage et je me sens prête aussi. Je me sens au cœur du processus : je fais partie de tout ce qui dérange le confort nauséabond des élites. Voilà ce qu'on leur fait à ces gens qui sont trop libres en colonie sous administration. Mon interpellation était particulière parce qu'ils m'ont ratée deux fois, ils sont intervenus chez ma mère, ensuite chez mon père. J'ai donc été de moi-même en demandant à mes ancêtres bienveillants de continuer de semer la paix autant que le feu en moi et de veiller sur les miens qui étaient en train de subir la même chose. Dans la cellule, pendant la garde à vue évidemment, j'ai pensé à Edwin, prisonnier politique martiniquais de 21 ans, enfermé depuis 1 an. Il est accusé sans preuves d'avoir brûlé le hangar à banane de Jean Michel Hayot. Quand je pense à la spécialité du système colonial dans la fabrication de preuves pour emprisonner les éléments perturbant son système, je vois Edwin et j'ai la rage. Je rappelle que dans cette affaire, pendant que des preuves disparaissent (vidéo surveillance du hangar supprimée par Jean-Michel Hayot), des preuves qui n'étaient pas là apparaissent. Il a des alibis pour chacune des accusations mais est enfermé en prison.



Edwin

Quant au contrôle judiciaire qui nous interdit de communiquer entre nous, ça devrait bientôt sauter. Je ne peux pas vraiment être scandalisée par ça, ils sont dans leur rôle. En tout cas le président de la République française en fait une histoire personnelle et mettra tout en place pour éteindre ce qui est déjà trop dense.

Asrafozine : Ce 22 mai, jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage en Martinique, cela fera deux ans jour pour jour que tes camarades et toi êtes allés déboulonner les statues de Victor Schœlcher, quelques semaines avant celles de Joséphine de Beauharnais et de Pierre Belain D'Esnameux, le 26 juillet 2020. Que représente pour toi et tes camarades cette action qui vous vaut aujourd'hui la mise en examen ?

Mona Atifi : Le déboulonnage des statues de héros et héroïne de la colonisation française en Martinique représente selon moi un cri. Le genre de cri qui sort de l'œsophage, d'une génération qui n'obéit plus ni au gouverneur de la colonie, ni à ses suppléants.



Asrafozine : Cet acte a bien évidemment provoqué le mécontentement de la classe politique française et martiniquaise. L'écrivain Patrick Chamoiseau a notamment écrit à ce propos *“L'ennemi ce n'est pas Victor Schoelcher, mais le Schoelchérisme. Face à l'esclavage dans nos pays, Schoelcher a sauvé l'honneur de la France (contre la France elle-même) par l'intransigeance de ses luttes. La récupération politique de son combat par l'idéologie assimilationniste, le schoelcherisme, visera à occulter la résistance incessante des*

esclaves, à nier leurs héroïsmes divers, et à magnifier une France abolitionniste généreuse. Il faut défaire le schoelcherisme et respecter Schoelcher”, que lui répondez-vous ?

Mona Atifi : Ce n'est sans doute pas Lumina ou Women qui ont créé le schoelcherisme, voilà ce que ces propos m'inspirent. Les grands philosophes, les grands historiens martiniquais ont la plume aiguisée pendant que leur peuple crève la dalle de leur histoire, et donc d'eux mêmes.

Le peuple a soif de lui-même. Et pendant qu'ils usent de leur plus beau latin, le monde regarde et s'inspire. Pendant qu'ils prêtent conseil aux personnes qui ont remis en question le système économique socioculturel de la plantation moderne, en déboulonnant des morceaux de ciment ou de marbre, qu'importe, le monde s'est nourri. C'est dommage pour nous, mais ça se passera toujours comme ça, l'extérieur est admiratif pendant que sur place on condamne. On pourrait faire corps mais on ne s'entend pas, enfin on ne s'écoute pas.

Je ne respecte pas Victor Schoelcher, et c'est là l'une des plus belles preuves d'amour que je puisse faire à mes ancêtres. Mes ancêtres dont j'ignore le nom. Lui, Victor Schoelcher a un nom, un prénom, il a même un visage ! Mes ancêtres eux, se sont organisés entre eux à maintes reprises, révoltes, insurrections, rébellions mais on ne parle pas d'eux. Ces femmes, ces hommes, ces mawons, ils n'ont pas de noms, pas de visages. Est-ce que je dois dresser la biographie de Victor Schoelcher, ce n'est pas nécessaire parce que tout est disponible en termes d'informations.... Grand humaniste, libéral, franc-maçon inscrit à plusieurs loges, élu secrétaire général de la Marine en 1848 dans la colonie française Martinique ayant largement impulsé ce décret du 27 avril 1848 en Martinique que voici : Décret 27 avril 1848 annoté par Schoelcher⁹.

Au nom du Peuple français. Le Gouvernement provisoire,

Considérant que l'esclavage est un attentat contre la dignité humaine ; qu'en détruisant le libre arbitre de l'homme, il supprime le principe naturel du droit et du devoir ; qu'il est une violation flagrante du dogme républicain : Liberté, Égalité, Fraternité.

Considérant que si des mesures effectives ne suivaient pas de très près la proclamation déjà faite du principe de l'abolition, il en pourrait résulter dans les colonies les plus déplorables désordres, décrète :

Article 1er. *L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises, deux mois après la promulgation du présent décret dans chacune d'elles. A partir de la promulgation du présent décret dans les colonies, tout châtiment corporel, toute vente de personnes non libres, seront absolument interdits.*

Article 2. *Le système d'engagement à temps établi au Sénégal est supprimé.*

⁹ Archives Nationales.

Article 3. *Les gouverneurs ou commissaires généraux de la République sont chargés d'appliquer l'ensemble des mesures propres à assurer la liberté à la Martinique, à la Guadeloupe et dépendances, à l'île de la Réunion, à la Guyane, au Sénégal et autres établissements français sur la côte occidentale d'Afrique, à l'île Mayotte et dépendances et en Algérie.*

Article 4. *Sont amnistiés les anciens esclaves condamnés à des peines afflictives ou correctionnelles pour des faits qui, imputés à des hommes libres, n'auraient point entraîné ce châtement. Sont rappelés les individus déportés par mesure administrative.*

Article 5. *L'Assemblée nationale réglera la quotité de l'indemnité qui devra être accordée aux colons.*

Article 6. *Les colonies, purifiées de la servitude, et les possessions de l'Inde seront représentées à l'Assemblée nationale.*

Article 7. *Le principe que le sol de la France affranchit l'esclave qui le touche est appliqué aux colonies et possessions de la République.*

Article 8. *A l'avenir, même en pays étranger, il est interdit à tout Français de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves, et de participer, soit directement, soit indirectement à tout trafic ou exploitation de ce genre. Toute infraction à ces dispositions entraînera la perte de la qualité de citoyen français.*

Néanmoins les Français qui se trouvent atteints par ces prohibitions, au moment de la promulgation du présent décret, auront un délai de trois ans pour s'y conformer. Ceux qui deviendront possesseurs d'esclaves en pays étrangers, par héritage, don de mariage, devront, sous la même peine, les affranchir ou les aliéner dans le même délai, à partir du jour où leur possession aura commencé.

Article 9. *Le ministre de la Marine et des Colonies et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.*

Fait à Paris, en Conseil du Gouvernement, le 27 avril 1848.

*Les membres du Gouvernement provisoire,
Signé Dupont (de l'Eure), Lamartine, Armand Marrast, Garnier-Pagès, Albert, Marie, Ledru-Rollin, Flocon, Crémieux, Louis Blanc, Arago.*

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire, Signé Pagnerre.

Je n'apprends rien à Patrick Chamoiseau avec ce décret. Par contre quand je décide de ne pas respecter cette personne, Victor Schoelcher, qui a rédigé ce qui a permis à des esclavagistes d'être indemnisés, il faut se taire. Nos ancêtres ont brûlé les plantations, *bagay té cho anlè sé*

kolon a mi sé sa ki rivé ! L'histoire de l'abolition de l'esclavage commence par là, d'abord par les femmes qui empoisonnaient les colons : jus toxique du manioc, racines du manioc, mencilinier. Les colons redoutaient les empoisonneuses. Les hommes empoisonnaient aussi, mais les femmes le faisaient plus souvent. C'est d'ailleurs pour cette raison que dans le code noir, Colbert rédige une loi qui interdit aux esclavagisé.e.s d'accéder aux plantes médicinales.

Je rappelle qu'à l'heure où je parle le peuple français accepte d'avoir sur sa terre une statue d'un homme qui a rédigé le code noir située en face de l'Assemblée Nationale. L'abolition de l'esclavage ce sont ces mawons qui s'organisent dans les mornes. C'est Women, cet homme martiniquais, esclave qui jouait du tambour pour encourager l'atelier *grajé manioc* le 13 mai 1848. Son maître lui ordonne d'arrêter, il refuse, le fils du gèreur porte donc plainte. La semaine d'après, la même scène se reproduit, le béké fait appel à la police et le 22 mai à 7h, Women est interpellé pour être conduit à la prison de St Pierre. La communauté de Women le soutient et le suit, et c'est la foule. Le maire de la commune fait appel aux gendarmes pour la disperser, les mêmes méthodes de répression sont encore utilisées aujourd'hui. Durant cette nuit du 22 mai c'est une véritable insurrection, les békés se réfugient là où ils peuvent. Le peuple exige l'abolition immédiate de l'esclavage. Certains colons fuient en bateau à Puerto Rico, à Cuba, aux États-Unis. Le conseil municipal de St Pierre appelle en panique le gouverneur Rostoland pour le supplier de décréter l'abolition de l'esclavage. Le 23 mai 1848, le gouverneur signe un décret comme quoi l'esclavage est aboli en Martinique sans attendre.

Où est Women en Martinique ? Où est le womenisme ? C'est ça qui m'importe en fait, le *nannan* de notre histoire est où ? La communauté qui a soutenu Women est où ? Le tambour de Women est où ?

Je ne crois pas qu'on ait encore le luxe, la fantaisie de jouer aux philosophes en 2022 en Martinique. Les deux sont à abattre, le Schoelchérisme et Schoelcher en indiquant sur leur pierre tombale pourquoi ils ne sont plus des *potomitan* ici en Martinique. C'est de cette façon que l'histoire n'est pas effacée. On dit qui est qui, qui fait quoi et dans sa globalité. Et, avant de faire ça il faut être suffisamment décolonisé pour être sûr que notre analyse n'est pas masquée par notre aliénation. Pendant que Patrick Chamoiseau a le temps et suffisamment d'encre dans ses cartouches pour déplorer des actes bien plus ancrés que décadents, le temps passe, les écrits restent, les actes forgent.

Asrafozine : En mars dernier, les juges d'instruction du pôle santé publique du tribunal judiciaire de Paris ont prononcé la fin des investigations sans mise en examen, confirmant l'hypothèse d'un non-lieu après près de quinze ans de procédure. La justice française argue notamment que les faits sont prescrits. *“On a l'impression qu'on nous rit au visage”*, avait déclaré à ce propos Philippe Pierre-Charles, porte-parole du collectif *Lyannaj pou depolyé Matinik*. Quelle lecture fais-tu de cette décision et quelle option de justice s'offre aujourd'hui aux peuples meurtris de Martinique et de Guadeloupe ?

Mona Atifi : La lecture est simple : la Métropole gère bien son bordel. Dans le top 5 des États les plus malpropres, l'Etat français est en tête de peloton et bien évidemment je ne suis pas du

tout surprise. Pour avoir assisté au procès du MIR (le Mouvement International pour les Réparations) en octobre dernier, j'ai bien vu comment il était impossible que l'Etat français se condamne lui-même et surtout pas sur des questions de prise de responsabilités de ses crimes. Le but est de maintenir sa domination. Quand les consciences s'éveillent et ne réfléchissent plus en pensée réactionnaire, le danger est plus que palpable. L'Etat français est d'une telle malpropreté, et ce non-lieu est l'une de ses plus belles prestations, c'est médiocre, c'est sale, c'est la République française ! À l'heure où je te parle, les békés sont en train de s'organiser pour rentrer dans l'agriculture bio avec leurs terres chlordéconnées. Discrètement, mais sereinement. D'un point de vue juridique la suite c'est faire appel, saisir la Cour européenne de justice. C'est un combat qui sera très long mais chaque entité doit assumer pleinement sa mission, les avocats ne lâcheront rien, le peuple doit se revigorer pour ne plus résister et tenir bon, mais prendre sa place et ça ne se passe pas uniquement dans la rue. La rue est à prendre autant que le chemin de nos jardins, celui de la terre.

C'est l'organisation notre faiblesse, on doit la travailler, la rectifier. Et puis c'est très important de se mettre à jour, je reproche à nos aînés de ne pas suffisamment mettre à jour la vision révolutionnaire.



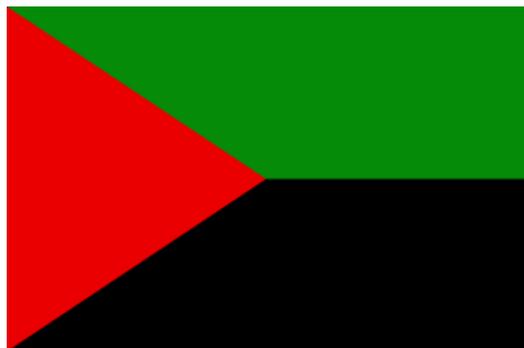
Photo par Mat Kofi

Asrafozine : Lyannaj, justement, est le titre du morceau que tu as signé sur la mixtape « ABLÛDE » Rock the Mic Vol.3 d'Asrafo Records. Dans ton texte, tu souhaites "Que la Renaissance africaine, s'écrive avec Wanakera dite Martinique". Quel sens revêtent les mots *Lyannaj* et *Wanakera* ?

Mona Atifi : « Martinique » est un habit de « *Wanakera* ». *Lyannaj* veut dire collaboration, c'est l'énergie de faire avec, de construire ensemble, d'accepter de voir ensemble. « *Iguanaceira* » est le nom arawak de mon île, cela veut dire île aux iguanes, mon ami Gamsye m'a parlé de chez nous un jour en disant « *Wanakera* », j'ai trouvé ça pertinent, proche de notre langue maternelle... La renaissance africaine ne peut pas se faire avec un pays assimilé. Si on renaît, c'est la nudité notre bénédiction, et en même temps on REnaît, cela veut dire qu'on naît de nouveau, par conséquent avec une conscience qui refait surface. C'est ce que je veux dire par là, il s'agit de renaître avec la souche qui nourrit, celle qui nous aime, celle qui a existé originellement.

Asrafozine : « ABLÛDE », est le mot qui symbolise l'indépendance au Togo, ce concept est le fil conducteur de ce projet réalisé l'année du soixantième anniversaire des indépendances de 17 pays africains. Que peux-tu nous dire du projet d'indépendance martiniquais et que doit-on établir entre lui et le grand projet de la Renaissance africaine ?

Mona Atifi : Je ne me suis jamais intéressée à la politique parce que je n'y comprenais rien. Effrayée et dégoûtée par les *kankan* entre les politiciens, et embrouillée par leur jargon, j'ai grandi avec les mêmes corrompus qui à chaque élection dressent leur plus laid déguisement avec les mêmes vieilles stratégies de propagande. La droite, la gauche, c'était la même chose pour moi ! Je n'y comprenais pas grand-chose. On grandit avec des histoires toutes faites et au final quand on réussit enfin à penser par soi-même, on se rend compte qu'il va falloir comprendre ce monde. Oui, le projet d'indépendance se construit par une vision politique. C'est logique mais je n'ai pas été éduquée à stimuler cette pensée. J'ai donc une grande carence que je vise à réguler et qui doit être rectifiée. Je pense pouvoir parler au nom de la jeunesse martiniquaise. On doit plus que jamais traiter cette carence pour construire quelque chose de solide. Et pour ça il va falloir mettre la main à la pâte. Penser par nous-même, ça commence par là. Parce que notre réalité à nous, la jeunesse indépendantiste c'est qu'on manque sévèrement de connaissances en politique et on se fait souvent instrumentalisé par nos propres aînés.



Le projet d'indépendance de la Martinique repose selon moi sur le nerf de la guerre : la culture. Il s'agit de définir toutes ses vertèbres. La question d'autosuffisance alimentaire, celle de l'énergie solaire, celle de la libération de la femme, celle de l'homophobie, celle de l'éducation, celle de la qualité de l'eau etc. toutes ces questions ne sont pas à traiter dans un ordre particulier, les vertèbres sont des vertèbres, point. Et c'est dans la culture de chaque pays à proprement dit qu'un peuple doit puiser pour construire son paradigme. On doit puiser dans notre culture *wanake* pour trouver nos solutions. Il ne s'agit pas de vivre comme vivaient nos ancêtres, on est en 2022 ! Il s'agit de s'inspirer d'une ressource clé pour résoudre concrètement des problématiques. La question de la connaissance de nos *rimèd razyé* est plus que jamais au cœur des débats.

Il faut déjà que mon peuple se réconcilie avec ce mot qui lui fait peur « indépendance ». N'est-il pas naturel dans le cycle de la vie d'accéder à un moment à son indépendance ?

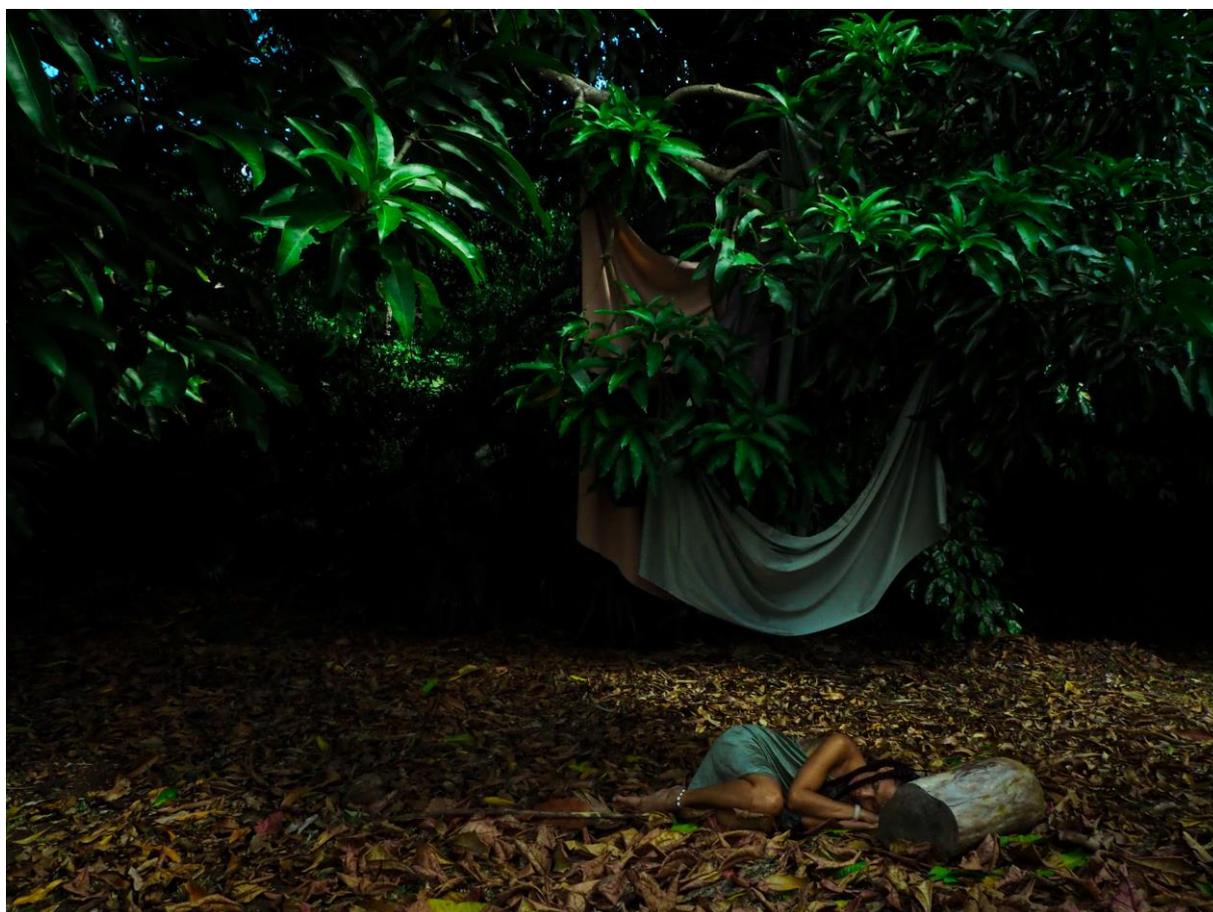


Photo par Klrstudio_

En ce qui concerne le lien entre notre indépendance et la renaissance africaine, il s'agit de se reconnecter avec notre cordon ombilical pour renforcer notre fragilité identitaire. Renforcer nos liens avec l'Afrique, voire créer une nouvelle histoire. Je pense que nous avons tout intérêt de s'imprégner de certains savoir-faire oubliés, notamment en matière culinaire, textile, artistique. Le nouveau modèle économique doit être pensé afrocaribéen. C'est dingue de vivre comme des français quand on baigne dans le bassin caribéen. C'est notre santé mentale et physique même

qui est atteinte. Se nourrir de ce qui nous environne, ça paraît tellement logique ! Les békés sont obsédés par la canne et la banane, la canne pour le rhum, la banane pour l'envoyer en France... pendant qu'à Cuba on utilise la canne pour fabriquer du carburant, des feuilles à papier, etc.

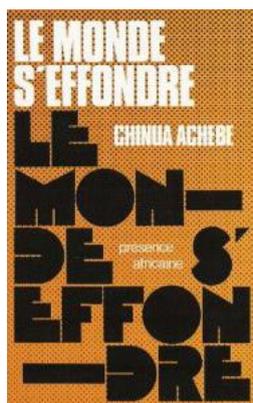
Ici en Martinique la production de manioc est extrêmement pauvre, pendant qu'au Cameroun on l'utilise pour faire du pain. Mon père aime dire que notre mère patrie est haïtienne, je trouve cette devise intéressante dans le sens où c'est dingue que notre peuple soit aussi distant de la Nation qui a nourri son soulèvement. C'est le peuple haïtien qui a inspiré les révoltes de nos ancêtres, qu'en est-il de notre lien avec Haïti ? C'est extrêmement grave d'être si étranger à des énergies qui sont à l'intérieur de nous, spirituellement, c'est beaucoup plus ancré en nous, mais on l'ignore. Le plan assimilationniste a fonctionné. Bref, nous sommes afrocaribéens et afrocaribéennes, il faut se comporter aussi librement que ça.

Asrafozine : Lors du deuxième tour des présidentielles françaises, et bien qu'il y ait eu une forte abstention, la Martinique, la Guadeloupe mais aussi Mayotte, ont massivement voté Marine Le Pen, quelle analyse fais-tu de ce vote ?

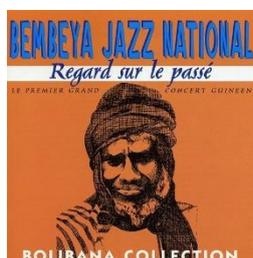
Mona Atifi : Je ne blâme personne car pour le moment je ne vote pas. Par contre je peux en faire une lecture... et je comprends par ce vote qu'on est prêt à de nouvelles choses voire les plus inimaginables. C'est le moment propice de se tourner vers nous-mêmes plutôt que de chercher encore un nouveau Victor Schoelcher qui nous sauvera.

Situ Kletus

SPECIALES RECOMMANDATIONS

**A lire :** *Le monde s'effondre* de Chinua Achebe (Nigeria) 1958

Le roman raconte la vie précoloniale au Nigeria et l'arrivée des britanniques à la fin du 19ème siècle. L'auteur montre avec génie à quel point l'arrivée des colons a bouleversé et détruit les pratiques, l'organisation, la culture, les traditions et les croyances. Il montre avec génie à quelle vitesse l'unité du clan est émietée sous l'ingérence des colons et du nouveau rapport de force. Le style et la poésie de l'auteur nous accompagnent dans le drame, lentement, étape par étape, jusqu'à ce que tout s'effondre

**A écouter :** *Bembeya Jazz National – Regard Sur Le Passé* (Guinée) 1970 Editions Sylphone Conakry

Cette longue épopée musicale raconte Samory Touré, et elle est mise en musique par le Bembeya Jazz. Jouée pour la première fois le jour de la Fête de l'indépendance de la Guinée, au Palais du peuple de Conakry, elle gagne évidemment le concours.

Chant en malinké de Demba Camara et récit en français de Sékou Camara. « Il est des hommes qui, bien que physiquement absents, continuent et continueront à vivre éternellement dans le cœur de leurs semblables. Le colonialisme, pour justifier sa domination, les a dépeints sous les traits de rois sanguinaires et sauvages. Mais, traversant la nuit des temps, leur histoire nous est parvenue dans toute sa gloire. »

L'épopée séduit bien au-delà des frontières de la Guinée. Le Bembeya obtient une médaille d'argent au Festival panafricain d'Alger et séduit largement les grands orchestres au sud du Sahara, qui se lancent à leur tour dans la mise en musique d'épopées historiques du Mali au Sénégal en passant par le Burkina ou la Guinée-Bissau.

**A voir :** *Soleil Ô de Med Hondo* (France - Mauritanie) 1967

Soleil Ô suit un immigré aux yeux étoilés alors qu'il quitte l'Afrique de l'Ouest et se rend à Paris à la recherche d'un emploi, d'une communauté et d'un engagement intellectuel, mais découvre bientôt une société hostile où sa présence même engendre la peur et le ressentiment.

A travers un homme confronté à la précarité, au racisme, à l'indifférence des autres et même des siens lorsqu'ils sont bourgeois, le film montre les effets de la colonisation et de toutes ses séquelles politiques, économiques et sociales. Ce film fait partie d'une série de chefs d'œuvres engagés signés Med Hondo, cinéaste mauritanien.

Rocé

ADHEREZ A LA LIGUE PANAFRICAINNE UMOJA

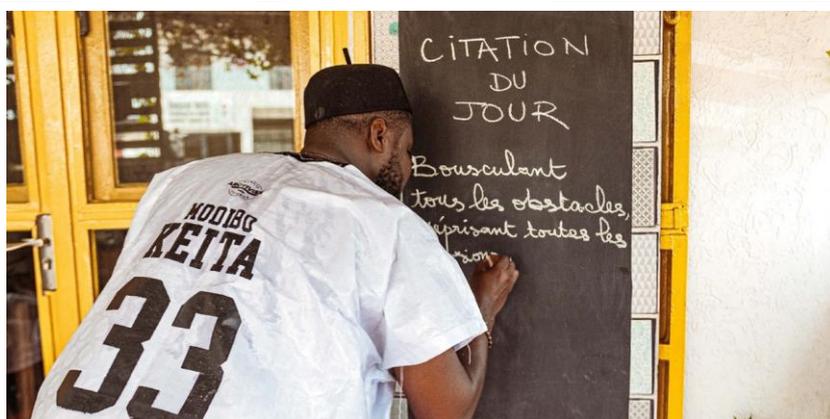


La Ligue Panafricaine-Umoja (LP-U) est une organisation politique. Elle se veut être héritière de toutes les contributions érigées par nos pairs, à défaut d'une Union Africaine (UA) forte qui aurait dû mettre en exergue les discours pourtant portés en son sein depuis la genèse que fut l'OUA. Notre organisation apprend des erreurs et trahisons qui mettent à mal cette Unité de Conscience qui devrait consolider notre appartenance à une Nation, un Peuple qui s'active en totale SOUVERAINETÉ. Nous crions haut et fort : UMOJA NI NGUVU ! comme slogan de ralliement. AYITI en tant que première Nation noire l'inscrit en ces termes, "l'Union Fait la Force".

Pour adhérer à la LP-U, cliquez ici : <https://lpumoja.wufoo.com/forms/s1xt0hm16238jx/>

ARMURE

A chaque édition Arctivism, Asrafobawu crée une collection pour l'accompagner. Ci-dessous quelques photos du chapitre 33 - Modibo Keita.





Photos : Emerson Lawson – Starring : Amélie Kayodé & Elom 20ce – Direction artistique : Elom 20ce



Site web: www.arctivism.org

Facebook: <https://www.facebook.com/Arctivism>

Email: elom20ce@gmail.com / marilyn.fanyo@gmail.com

Téléphone: WhatsApp +228 90 19 60 36